



**Mémoire Présenté
par : ALI WAÏDOU**

**UNIVERSITÉ DE NGAOUNDÉRE
FACULTÉ DES ARTS, LETTRES
ET SCIENCES HUMAINES
DÉPARTEMENT D'HISTOIRE**

**L'EMPREINTE DU DARFOUR SUR LA
CRISE TCHADIENNE : DE 1966 À 2008.**

Année Académique: 2007/2008

UNIVERSITÉ DE NGAOUNDÉRE UNIVERSITY OF NGAOUNDERE

FACULTÉ DES ARTS, LETTRES
ET SCIENCES HUMAINES



FACULTY OF ARTS, LETTERS
AND SOCIAL SCIENCES

DÉPARTEMENT D'HISTOIRE

DEPARTMENT OF HISTORY

L'EMPREINTE DU DARFOUR SUR LA CRISE TCHADIENNE : DE 1966 À 2008.

Mémoire présenté en vue de l'obtention du Diplôme d'études approfondies (DEA)

Par

ALI WAÏDOU

Titulaire d'une Maîtrise en Philosophie

Sous la direction de

SAÏBOU ISSA

Maître de Conférences

Année académique : 2007-2008

Ce travail a bénéficié de la subvention du
CODESRIA (Conseil pour le
développement de la recherche en sciences
sociales en Afrique)

SOMMAIRE

	Pages
Sommaire.....	i
Dédicace.....	iii
Remerciements.....	i
Sigles et abréviations.....	v
Table des illustrations.....	vi
Carte de localisation de la zone d'étude.....	vii
PREMIÈRE PARTIE : PROJET DE THÈSE.....	1
I- Présentation de l'objet d'étude.....	2
II- Cadre théorique et conceptuel.....	2
III- Raisons du choix du sujet.....	6
IV- Cadre spatial et humain.....	7
V- Cadre temporel.....	8
VI- Revue de la littérature.....	9
VII- Problématique.....	15
VIII- Objectifs.....	15
IX Intérêts de l'étude.....	16
X- Résultats escomptés.....	16
XI- Méthodologie.....	17
XII- Chronogramme.....	19
XIII- Plan Provisoire.....	20
XIV- Sources et références bibliographiques.....	21
DEUXIÈME PARTIE-ASPECT DÉVELOPPÉ.....	33
Chapitre V : Les causes et les manifestations de la crise du Darfour.....	34
Résumé/ Abstract.....	34
Introduction.....	36
A- Les causes de la crise du Darfour.....	36.
a- Les causes lointaines.....	36.
b- Les causes récentes.....	37
c - Implication nationale, sous régionale et internationale du conflit.....	39
B- Les manifestations de la crise.....	40
a- Revendications des parties en conflit.....	41

b- Réaction du gouvernement soudanais contre l'insurrection rebelle et la population noire autochtone.....	41
c- Exactions des rebelles commises contre la population civile.....	45
d- Poursuite des attaques <i>janjawids</i> contre les réfugiés en territoire tchadien.....	45
Conclusion.....	48
Bibliographie.....	50

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

DÉDICACE

À mon père Waidou Noyom Jean

À ma mère Dya Jacqueline

À mon épouse Tarda Élizabeth

À mes quatre enfants :

Peldetta Germaine

Nahaye Philippe

Boulga Prosper

Et Fida Monique

Je dédie ce mémoire

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

REMERCIEMENTS

Ce mémoire n'aurait pu être effectif sans l'apport de certaines personnes à qui nous sommes fidèlement reconnaissant. Nos remerciements vont tout d'abord à notre directeur de mémoire, le Professeur Saïbou Issa, dont la disponibilité, les conseils et les orientations ont permis de conduire à bon port ce travail.

Nous exprimons notre reconnaissance à tous les enseignants du Département d'histoire de l'Université de Ngaoundéré dont l'expertise scientifique et les enseignements ont été d'un apport considérable aussi bien dans notre formation que dans la réalisation de ce travail. Il s'agit de Pr Hamadou Adama, Dr Nizesété Bienvenu Denis, Dr Taguem Fah Gilbert Lamblin, Dr Mbengué Nguimè Martin, Dr Mokam David, Dr Abdouraman Halirou, Dr Pierre Fadibo, Dr Hamoua Dalailou et Djanabou Bakari.

Nous remercions également les personnes dont les témoignages et les efforts ont servi à l'élaboration de cette étude. Nous pensons notamment au Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Formation Professionnelle, Dr Oumar Idriss Alfaroukh, au Secrétaire Général du dit Ministère, au Secrétaire Général de l'Université Adam Barka d'Abéché le Dr Abbas Hassan Bachar, au Dr Ali Adoum, Moukhtar Ahmat Khayar, Mbaïoulam Jason, Dr Saboun, Atia Djouid, etc.

Notre ultime reconnaissance va à l'endroit de nos frères et parents et amis qui n'ont ménagé aucun effort pour la réalisation de ce travail. Il est question du Député Ngarga Gaston, Andjaffa Djaldi, Esaïe Yallah Waïdou, Koutchouna Barnabas, Mamadi Robert, Kahaye Kalabassou, Guidelda Ngarga, Banada Rachel, Raissa, Nene Maurice, Youssouf.

Et enfin nous n'oublions pas nos camarades de promotion pour leur indéfectible soutien. Nous pensons particulièrement à Mahamat Assileck, Diyé Jérémie, Assoura, Bukar, et Domba.

A tous ceux dont les noms ne figurent pas ici, nous tenons à leur exprimer notre reconnaissance pour leurs différentes participations, de près ou de loin à l'élaboration de ce travail.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 : Carte de localisation.....	vii
Figure 2 : Photo du Camp de Farchana.....	
Figure 3 : Photo de l'Habitat des réfugiés du Camp de Breidjing.....	
Figure 4 : Carte des 12 camps des réfugiés soudanais au Tchad.....	

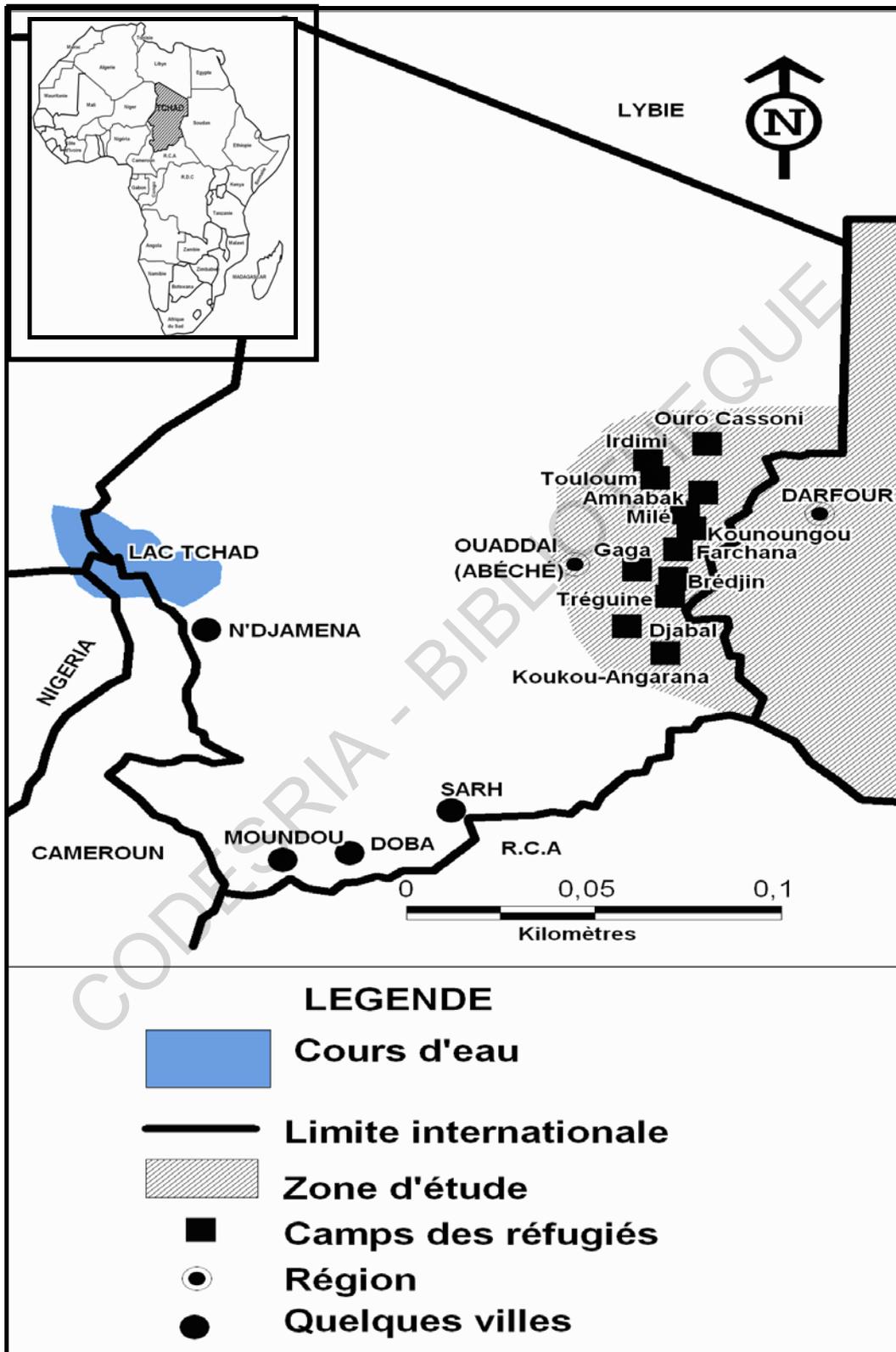
CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

- A/MLS : Armée/Mouvement de libération du Soudan
- AN : Alliance nationale
- CCF : Centre culturel français
- CCU : Centre catholique universitaire
- CEFOD : Centre d'études pour la formation et le développement
- CNRS : Centre national de recherche scientifique
- EUFOR Tchad/RCA: Force européenne au Tchad et en RCA
- FAN : Forces armées du Nord
- FROLINAT : Front de libération national du Tchad
- FUC : Front uni pour le changement
- HCR : Haut commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés
- MJE : Mouvement pour la justice et l'égalité
- MPS : Mouvement patriotique du salut
- NTIC : Nouvelles technologies de l'information et de la communication
- ONU : Organisation des Nations-Unies
- OUA : Organisation de l'unité africaine
- SCUD : Socle pour le changement, l'unité et la démocratie
- *SPLA : South people liberation army*
- UFDD : Union des forces pour la démocratie et le développement

CARTE DE LOCALISATION

Figure 1. Zone transfrontalière tchado-soudanaise



Source : Atlas Pratique du Tchad, 1972

Réalisation : Baska et Ali Waïdou

PREMIÈRE PARTIE - PROJET DE THÈSE

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

I- PRÉSENTATION DE L'OBJET D'ÉTUDE

Le continent africain a subi depuis la fin du 19^{ème} siècle la colonisation qui a déstabilisé ses structures. Peu avant le début des années 1960, les colonisateurs ont légué aux Africains un nouveau mode d'organisation socio-politique, c'est-à-dire l'État-nation, non adapté aux réalités locales africaines confirmant alors ce que disait Hegel¹ au sujet de l'Afrique. Pour ce savant allemand, l'État représente la maturité de l'Esprit humain qui est arrivé à un niveau objectif et capable de se dépasser. Pour ce faire, celui-ci ne doit pas être une imposition comme c'est le cas en Afrique mais une construction. Or, en Afrique l'État est un legs, voire une imposition. C'est la raison pour laquelle depuis lors – c'est-à-dire après les indépendances – ce continent est le théâtre de conflits de toutes natures. Le Tchad qui est l'un de ces pays d'Afrique n'échappe pas à la règle. Juste après son accession à l'indépendance, celui-ci a traversé et traverse encore des troubles provoquant l'instabilité du pays à tous les niveaux. Plusieurs facteurs conjugués ont entretenu ces troubles plongeant le pays dans cette situation de crise. Or, parmi ces facteurs, le Darfour qui est une région située à l'Ouest du Soudan et faisant frontière avec l'Est du Tchad, occupe une place prépondérante dans ce que nous pouvons qualifier de « mal tchadien ». Il importe de mener une réflexion à ce sujet. Dans cette perspective, nous entreprenons une recherche sur le sujet suivant : « **L'empreinte du Darfour sur la crise tchadienne : 1966- 2008** ». La question qui vient tout de suite à l'esprit, c'est celle de savoir pourquoi le Darfour et non un autre endroit ? La réponse immédiate est que le Darfour a été pour beaucoup dans l'instabilité du Tchad puisque la première rébellion y est née et successivement deux régimes – celui de Hissein Habré et d'Idriss Déby - sont partis de là. Et aujourd'hui encore les différentes tentatives de renversement du régime de Déby partent du Darfour.

II- CADRE THÉORIQUE ET CONCEPTUEL

Le terme Darfour vient de l'arabe, *dar* signifiant pays, maison et *four* du nom du groupe ethnique le plus important au moment de la fondation du royaume . Ainsi Darfour signifie littéralement « le pays des Four ». Elle est une région située à l'ouest du Soudan et fait frontière avec l'est du Tchad. Actuellement, elle est composée administrativement de trois provinces : *Gharb Darfour* (chef-lieu Al-Genaiña), *Chamal Darfour* (chef-lieu Al-Facher) et *Djanoub Darfour* (chef-lieu Nyala), c'est-à-dire respectivement ouest, nord et sud Darfour. C'est une zone riche en uranium et cuivre. Cette

¹ Friedrich Hegel, 1979, *La Raison dans l'Histoire*, Paris, Union Générales d'Éditions, p. 45.

région est depuis 2003 le théâtre d'un conflit armé patent entre des mouvements rebelles issus de la région et l'armée gouvernementale avec les miliciens *janjawids* qui la soutiennent occasionnant ainsi une grave crise humanitaire.¹

Au delà de cette définition d'ordre administratif qui ne prend en compte que ce qui relève du tracé de la frontière internationale entre le Tchad et le Soudan par les puissances colonisatrices notamment la France et la Grande-Bretagne, le Darfour présente un enjeu au plan géopolitique, géostratégique et économique qui va au-delà de cette limite territoriale. Le Darfour à notre compréhension désigne au delà de cette zone localisée par la frontière à l'ouest du Soudan, une zone frontalière. Étant entendu qu'une zone frontalière est une zone de contact, de rencontre de peuples partageant des éléments culturels semblables et surtout une histoire commune, dans cette zone on remarque que de part et d'autres de la frontière entre le Tchad et le Soudan vivent des peuples « trait-d'union »² qui ont une histoire commune.

En fait, plusieurs groupes ethniques vivent à cheval sur la frontière entre le Tchad et le Soudan et il y a toujours eu, dans l'histoire, des migrations et des échanges commerciaux entre les deux pays. En effet, l'histoire de la création dans cette localité de Darfour d'un royaume remonte au 14^{ème} siècle.³ Ce royaume étendit son règne à tous les peuples de la zone (y compris les Maba du Ouaddaï) et ce jusqu'au 17^{ème} siècle où sera créé « le royaume islamique du Ouaddaï » qui se situe juste aux confins occidentaux de cet empire *fourien*⁴. La création au sud du Darfour du royaume du Ouaddaï ne veut aucunement pas dire qu'il y a séparation de ces deux entités politiques. Au contraire, préexiste et se perpétue entre ces deux capitales un courant d'échanges. Du coup, existent des liens entre tribus de même origine comme les Béri (appelés communément Zaghawa), les Massalit voire des Dadjo. Et même aujourd'hui il n'est pas étonnant que l'arabe parlé de l'ouest soudanais soit plus proche de l'arabe parlé tchadien que de celui de Khartoum par exemple.⁵ Or, le royaume du Ouaddaï s'étendait jusqu'au centre du Tchad (Batha) au centre sud (Amtiman via le Guera)⁶. Ainsi, ce que nous entendons par Darfour c'est cette vaste étendue du territoire tant au Soudan qu'au Tchad ; constituant ainsi un réseau d'échanges lequel territoire couvre une grande partie de ce

¹ « Darfour », in <http://fr.wikipedia.org/wiki/Darfour>

² David Mokam, 2000, « Les peuples traits d'union et l'intégration régionale en Afrique centrale : le cas des Gbaya et des Moundang », *Ngaoundéré-Anthropos*, vol 5, p.5.

³ « Les conflits de 1945 à nos jours : Histoire du Darfour », in <http://www.histoquizcontemporain.com/portailhistoquiz3/modules/news/article.php?storyid=114>

⁴ Khayar Issa Hassan, 1976, *Le refus de l'école. Contribution à l'étude des problèmes de l'éducation chez les musulmans du Ouaddaï*, Paris, Librairie d'Amérique et d'Orient, p. 36.

⁵ Gérard Alain, « Nimeiry face aux crises tchadiennes », in *Politique Africaine*, n° 16, décembre 1984, pp. 118-124.

⁶ Khayar Issa Hassan, 1984, *Tchad : Regards sur les élites ouaddaïennes*, Paris, CNRS, p.80.

qui est convenu d'appeler aujourd'hui le « nord tchadien ». C'est ce qui fait que les différentes formations rebelles tant du côté tchadien que soudanais ont pu recruter de combattants à partir de cette zone afin de déstabiliser respectivement les pouvoirs de N'djamena et de Khartoum.

Pour mieux cerner l'enjeu de cette zone frontalière, il faut rappeler le contexte dans lequel la frontière a été tracée. La délimitation de la frontière entre le Tchad et le Soudan, a été négociée entre la France et l'Angleterre en 1922. Il est ainsi question « d'établir sur le terrain, la ligne séparant le Royaume du Ouaddaï de la Province du Darfour telle qu'elle existait en 1822 (...). Lorsqu'on découvrit que ces deux entités n'avaient pas de frontière commune et qu'entre elles se trouvaient de petits royaumes, l'établissement d'une ligne de démarcation s'ouvrait à la controverse ».¹

Comme dans le cas du tracé de toutes les frontières héritées de la colonisation, celui-ci « trancha dans les populations ». Ce rappel historique nous permet de comprendre que le Darfour est donc une province qui a une grande influence historique sur le Ouaddaï et les petits royaumes se trouvant entre ces deux entités. Le Darfour est donc une zone frontalière présentant un enjeu et pour le Soudan et pour le Tchad. Pour la quasi-totalité des Arabes de Khartoum et d'autres provinces du centre du Soudan, le Darfour est une localité dans laquelle vivent des personnes qui sont plus ou moins « tchadiennes »². C'est ce qui explique la marginalisation de cette zone favorable à la formation de mouvements hostiles pour Khartoum puisque le facteur ethnique y est ainsi déterminant. De même, le concept du Darfour est perçu par certaines catégories de personnes notamment originaires du nord sous le prisme d'une zone à problème à tel point qu'un étudiant³ s'est demandé si le Darfour se situe réellement au Tchad ou au Soudan ? Une telle interrogation est légitime dans un contexte où on ne comprend pas exactement ce qui se passe dans cette zone où règne la confusion, où on ne sait qui est qui, où commence la frontière et où s'arrête-elle ? En un mot, le Darfour est une zone stratégique⁴ qui pose un problème de défense et de sécurité et pour le Tchad et pour le Soudan. Ainsi, comme l'estime Jean-Marie Guéhenno, Secrétaire général adjoint de l'ONU pour les opérations de paix, l'attitude des gouvernements soudanais et tchadien « alimente les

¹ Gérard Alain, 1984, « Nimeiry face aux crises tchadiennes », *Politique Africaine*, n° 16, décembre 1984, p119

² Entretien avec Moukhtar Ahmat Khayar, enseignant-chercheur et chef de service de la scolarité de la faculté de sciences et techniques de l'université Adam Barka d'Abéché, le 20 mai 2008.

³ Mahamat Youssouf Abakar, étudiant en 2^{ème} année d'histoire à l'Université d'Abéché, il est d'Am Zoer, localité située à une soixantaine de kilomètres de la frontière tchado-soudanaise.

⁴ C'est le cas parmi tant d'autres de la fameuse montagne de *Hadjar marfaïne* (terme qui veut dire en arabe la montagne des hyènes) qui se situe à la frontière et sert de refuge aux rebelles et sous elle existe une source d'eau qui reste sans tarir toute la saison.

tensions entre les deux pays et démontre que le potentiel existe d'un conflit de dimension internationale dans la région »¹.

Ainsi le Darfour qui n'était que le tremplin passif des changements de pouvoir à N'Djaména, est devenu un des points chauds du continent africain. Cela signifie que celui-ci représente un enjeu régional voire international puisque derrière ces pays concernés par ce conflit d'autres sont impliqués d'une manière ou d'une autre soit directement ou indirectement.

Le concept de crise tel qu'il se présente aujourd'hui a eu de différentes significations dans le temps. Ce mot a été emprunté au latin impérial au 14^{ème} siècle et connote l'idée de perturbation, Ainsi *crisis* désignait la « phase décisive d'une maladie ». Le mot latin lui-même vient du grec *krisis* qui signifie décision, jugement, qui s'occupe d'une spécialisation médicale². Le terme crise donc, au départ est un terme médical. On l'a aussi transposé par la suite au domaine moral au 17^{ème} siècle, pour cette fois-ci désigner un moment critique, parlant d'une intrigue, d'un procès (être dans la crise)³. Ici l'accent est mis sur l'idée de trouble, de déséquilibre profond (18^{ème} siècle). Depuis le début du 19^{ème} siècle, on parle désormais de crise politique (1814), de crise financière (1823) et de crise commerciale (1837). C'est dans le cadre d'une économie industrielle capitaliste, notamment la situation de 1929, désignée absolument sous le vocable de crise, que le mot a été économisé⁴. Dans notre travail, il s'agit beaucoup plus de crise politique qui a des répercussions au plan économique, social, etc. Dans ce sens « la notion de crise connote l'idée de dysfonctionnement dans le fonctionnement routinier d'un système ou le déroulement d'un processus »⁵. Le Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques évoque trois catégories de crise politique :

-la crise gouvernementale qui se manifeste par le refus du pouvoir législatif qui refuse la confiance à l'exécutif qui doit démissionner.

- la crise de régime lorsqu'il n'y a pas de consensus de force politique autour des procédures constitutionnelles en vigueur.

¹ Gérard Prunier, « Tentatives de coup d'État, Rebellions transfrontalières, et ingérences étrangères : comment le conflit au Darfour déstabilise le Tchad » *Le Monde diplomatique*, Mars 2008, N°648, p.7.

² *Dictionnaire Historique de la langue française*, 2000, Le Robert, troisième Édition, Paris,

³ *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, 1994, 2^{ème} édition, Paris, p. 70.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

- la crise de l'État enfin, lorsque le fonctionnement des services publics devient problématique.¹

Généralement les deux dernières formes de crise (crise de régime et crise de l'État) constituent le point d'aboutissement de crises qui sont susceptibles de traverser une société.

Ce que nous entendons dans ce travail par « crise tchadienne » ce sont l'ensemble des opérations militaires (avec comme conséquence le retard économique et social) dont le Tchad a été le théâtre depuis les années 60 ; ainsi que les diverses formes de répression et de terreur politique mises en place par les régimes qui se sont succédés au pouvoir. Alors, nous constatons que depuis son accession à la souveraineté internationale, le Tchad traverse une grave crise politique qui a des conséquences à divers niveaux. D'abord au plan socio économique on remarque que le Tchad, par rapport à certains de ses voisins accuse un retard considérable compte tenu de l'état de pauvreté qui caractérise ses habitants. Ainsi, pendant plus de quarante (40) ans d'indépendance, l'injustice s'y est installée et comme l'a si bien remarqué Mahamat Saleh Yacoub : « le phénomène de militarisation y reste une question fondamentale de l'histoire immédiate et de science politique »². Ensuite, au début, existait la dimension Nord-Sud dans ce conflit qui a plongé le pays dans un cycle infernal de violence, rendant ainsi l'État tchadien instable à tous les niveaux : c'est ce que Gali Gatta Ngoté appelle « la désagrégation de l'État ». Cette crise de l'État a été attisée par des hommes politiques qui, pour assouvir leurs appétits insatiables, n'ont pas hésité à tirer sur une corde déjà sensible qu'est la religion.

III- RAISONS DU CHOIX DU SUJET

Un certain nombre de raisons expliquent le choix de notre sujet. La première justification est d'ordre personnel. En effet, nous voulons comprendre les raisons profondes qui sous-tendent ces soubresauts que le Tchad traverse. Qui plus est, le choix du cadre géographique de notre étude n'est pas fortuit. Il se justifie par le fait que nous avons vécu nous-même ces événements et surtout ces derniers temps où nous exerçons activement comme agent de l'État dans la partie orientale du Tchad ; nous avons ainsi été témoin de certains de ces événements. Ainsi notre connaissance du terrain est un atout non négligeable qui contribue efficacement à cerner les divers aspects du sujet. D'autres raisons qui nous poussent à choisir ce sujet sont, d'une part, le constat de l'absence ou du moins de la rareté des travaux qui traitent de l'influence du Darfour dans les crises politiques et économiques

¹ Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques, 1994, p. 70.

² Mahamat Saleh, Yacoub 2004, *Tchad : des rebelles aux seigneurs de guerre*, N'Djamena, Al-Mouna, p. 21.

traversées par le Tchad ; et d'autre part, la conscience de la caducité de la plupart des documents qui ne traitent de la crise tchadienne que sous des angles déjà dépassés, c'est-à-dire ces documents abordent le problème tchadien soit sous l'angle de la division Nord-Sud soit sous celui des interventions occidentales ou libyennes. Enfin, la dernière raison ayant conduit au choix du sujet est liée à l'actualité. L'actualité médiatique met un accent particulier sur les événements que le Tchad continue à vivre. Ainsi celui-ci est à la une et ne peut laisser un chercheur indifférent. Cela montre à quel point la crise tchadienne est aujourd'hui l'un des sujets qui suscitent le plus d'intérêt auprès des chercheurs et cela dans plusieurs disciplines : histoire, géographie, droit international, philosophie politique, etc.

IV- CADRE SPATIAL ET HUMAIN

Un pays vaste et couvrant une superficie de 1 284 000 Km², le Tchad renferme une grande diversité physique et humaine. Ce pays a vu naître dans sa partie appelée communément le Nord, des grandes hégémonies notamment le Kanem, le Baguirmi et le Ouaddaï tandis qu'au sud, on rencontre des structures sociopolitiques généralement segmentaires.

Le grand Darfour, territoire composé de trois États¹ est situé dans le Nord-ouest du Soudan bordé par le Tchad à l'Ouest, la Libye au Nord-est et la République centrafricaine au Sud-ouest. Les populations qui vivent de part et d'autre des 1000 km de frontières communes entre le Tchad et le Soudan ont beaucoup en commun. Plusieurs des groupes ethniques vivent à cheval sur la frontière entre le Tchad et le Soudan et il y a toujours eu, dans l'histoire, des migrations et des échanges commerciaux entre les deux pays. Le Darfour de l'arabe *dar* (pays) et *fur* (du nom du groupe le plus important) est une région située à l'ouest du Soudan, dans le désert du Sahara². C'est une région montagneuse aux confins méridionaux du Sahara oriental et à l'est du Tchad. La région est formée de plateaux d'une altitude moyenne de 700 mètres dominée par les sommets volcaniques dont le plus élevé est le Mont Marrah, une chaîne volcanique culminante à 3088 mètres et constituant le centre de la région. De ce massif prennent source plusieurs cours d'eau qui disparaissent dans les formations de savanes arborées³.

¹ Le grand Darfour a été administrativement subdivisé entre le Darfour nord, le Darfour occidental et le sud Darfour par le gouvernement fédéral dans les années 1990.

² « Darfour » <http://fr.wikipedia.org/wiki/Darfour> date de consultation 24 avril 2008.

³ Encyclopédie Encarta 2004.

On rencontre par ailleurs dans la région le relief des Monts Nuba qui culmine à 1500 mètres d'altitude. Le Darfour renferme une superficie d'environ 510 000 Km carré. Sa population est estimée à 6 millions d'habitants.¹

De cette présentation sommaire du Darfour, découle que ce dernier, de par son relief accidenté, est un sanctuaire favorable au développement d'une rébellion. En effet, la région reste entourée des chaînes volcaniques où l'accès est difficile et cela permet aux « mouvements politico militaires » de se camoufler et de se dissimuler en cas d'attaque. Aussi remarque-t-on que le Darfour reste éloigné et coupé de la capitale et cela rend son administration problématique.

Au plan humain, on remarque que les Zaghawa et les Massalit sont deux principaux peuples à se retrouver de part et d'autre de la frontière tchado-soudanaise. Les Zaghawa sont un peuple qui a connu tôt une organisation étatique² tandis que les Massalit se trouvent entre les 12^{ème} et 14^{ème} parallèles sur toute cette frontière entre le Tchad et le Soudan. Au Soudan particulièrement il y a un sultan massalit³. Les Massalit sont des agriculteurs sédentaires. En plus de l'élevage, ils vivent également de la pêche et de la chasse.

V- CADRE TEMPOREL

Un certain nombre de paramètres justifient le choix du cadre temporel de ce travail. En fait, les deux bornes chronologiques nous semblent les plus indiquées et commodes : 1966, date de la création de la première rébellion organisée à Nyala au sud Darfour au Soudan⁴, permet de mieux cerner le début de la première rébellion tchadienne et partant de l'influence du Darfour sur le Tchad ; 2008 marque l'année où le conflit tchadien arrive à son apogée avec notamment l'attaque répétée et l'entrée des rebelles dans la capitale au début du mois de février de la même année. Ceci permet d'être au cœur de l'actualité de la question tchadienne sans faire l'économie de la perspective historique.

¹ « Darfour », <http://fr.wikipedia.org/wiki/Darfour>

² Moukhtar Bachar Moukhtar, 1982, « De 1909 à 1960 : aux confins des Etats : les peuples du Tchad oriental et leur évolution dans un Ouaddaï statique », Thèse Doctorat en Histoire, Université de Paris VII, p.79

³ Djakobeye Djimadjim Sainbe, 2006, « Le Darfour et les crises politiques du Tchad : 1966-2006 », Mémoire de Maîtrise, Université de Ngaoundéré, p. 12.

⁴ Même si nous remarquons qu'avant cette date, les soulèvements populaires sont partis de l'intérieur du Tchad depuis cette date, les « opposants » tchadiens créèrent ce qu'ils ont baptisé le Front de Libération Nationale du Tchad (FROLINAT).

VI- REVUE DE LA LITTÉRATURE

La problématique de la crise tchadienne a suscité un engouement actif de la part des chercheurs tant nationaux qu'étrangers qui ont publié des travaux. Il faut aussi dire que les documents qui abordent le problème tchadien abondent et il serait prétentieux pour nous de dire déjà ici que nous avons parcouru l'ensemble des travaux repérés. Néanmoins nous avons déjà pu exploiter quelques uns.

Ainsi tout en abordant la cause de la désagrégation de l'État tchadien Gali Ngoté Gatta ¹ pense que ce qui est à l'origine du conflit tchadien est un affrontement entre plusieurs cultures différentes : la culture arabo-musulmane, la culture française et les cultures traditionnelles précoloniales tchadiennes. Ainsi le choc culturel est, selon cet auteur, d'autant plus important qu'il est dû à l'héritage du système colonial qui, tout en détruisant les systèmes politiques et économiques antérieurs, a introduit des valeurs et des modes de vie totalement antagoniques aux réalités sociologiques tchadiennes. Pour cet auteur, c'est en examinant la crise tchadienne comme un fait colonial qu'on peut mieux saisir les contradictions qui minent ce pays aujourd'hui. Dans ce contexte le redressement politique et économique du Tchad passe nécessairement par la réflexion sur la forme et la nature d'un État qui respecte les cultures tchadiennes authentiques, et qui favorise la coexistence et l'évolution pacifique des différentes ethnies du pays. Pour atteindre cette fin Gali Ngoté Gatta préconise comme solution à la crise permanente de l'État centralisé, un État décentralisé et plus humain pour répondre aux aspirations de toutes les entités ethniques tchadiennes. Abordant la question de l'ingérence des pays voisins du Tchad, l'auteur fait remarquer que le Soudan est le tout premier pays à servir de base arrière à une rébellion armée contre le pouvoir installé après l'indépendance. L'intervention soudanaise, poursuit Gali, s'inscrit dans le cadre de la politique du panarabisme menée par le président égyptien Gamal Abdel Nasser. Aussi, le Soudan a de tout temps considéré les provinces du centre-est tchadien et particulièrement le Ouaddaï comme une extension du royaume du Darfour. Ici l'auteur présente la forme d'État centralisé qui ne respecte pas les structures tchadiennes précoloniales comme étant la cause du problème tchadien. Cette position quelque peu pertinente en son temps (1985), semble être dépassée aujourd'hui puisque la problématique du conflit tchadien a évolué et ne se déroule plus sous cet angle. Aussi, ce travail met plutôt beaucoup plus l'accent sur le problème intérieur sans se baser sur l'intervention extérieure.

¹Gali Ngoté Gatta, 1985, *Tchad : guerre civile et désagrégation de l'État*, Présence Africaine, Paris, p. 11.

Dans le même sillage Laoukissam Laurent Feckoua¹, présente les vicissitudes qu'a traversées le pays depuis son accession à l'indépendance jusqu'à l'actuel régime d'Idriss Déby, qui pour lui n'est qu'une continuation des pratiques du régime précédent. L'auteur pense en outre que l'origine du « mal tchadien » se trouve dans l'État centralisé. Ainsi, il fait remarquer que l'administration tchadienne est une pâle copie de l'administration coloniale non seulement dans ses structures rigides et hyper centralisées mais encore dans ses méthodes de répression. Et, comme une copie mal reproduite, elle a généré des formes d'injustices devenues aujourd'hui intolérables. Pour lutter contre la « tchadité »², il préconise la fédération comme système de gouvernement susceptible de sortir le Tchad de sa situation actuelle. Là encore, Feckoua pense une fois de plus que le mal tchadien tire sa source de la forme de l'État centralisé. Son idée quelque peu acceptable en son temps (1996) présente déjà des limites quant aux explications de la crise tchadienne, car elle ne tient pas compte des influences externes telles le Darfour dans la crise tchadienne.

Se situant dans la même perspective, Mahamat Adam Koulbou³ analysant la crise de l'État tchadien et les tentatives de solutions remonte à l'imposition du modèle de l'État-nation centralisé par la colonisation française. Mais cet État nation s'est vite heurté au caractère multiethnique de la société tchadienne qui connaît déjà des contradictions internes. Ainsi le clivage entre le nord et le sud était à l'origine des tensions intercommunautaires vécues pendant et après le départ de la colonisation. Ainsi Koulbou pense que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes octroyé aux colonies était une chance historique pour le Tchad afin de déterminer son choix à l'indépendance mais « le mimétisme institutionnel n'a pas permis à l'État tchadien indépendant de fonder un État nation capable de fédérer toutes ses composantes ethniques et régionales ». C'est ce qui explique aux yeux de l'auteur l'instabilité du pays depuis les indépendances. En outre, Koulbou fait observer que par sa position géographique et ses liens humains avec le Tchad, le Soudan constitue un point de repli stratégique pour des actions subversives. Comme les deux précédents auteurs, celui-ci voit également le modèle de l'État centralisé imposé par la colonisation française avec comme

¹Laoukissam Laurent Feckoua, 1996, *Tchad : la solution fédérale : une dynamique de paix et une stratégie de développement par la gestion partagée* Paris, présence africaine, p. 205.

² L'auteur entend par tchadité, cette maladie qui n'atteint que les Tchadiens et se caractérise par le mépris des biens publics et des droits de l'homme et par le recours facile au langage des armes au détriment du dialogue constructif.

³ Mahamat Adam Koulbou, 2003, *La crise de l'État tchadien et les tentatives de solutions : contribution à l'analyse de l'État en droit international*, Thèse de Doctorat en Droit International Public, Université de Nancy, p. 40.

corollaire une division nord-sud comme la source des problèmes tchadiens sans faire attention à d'autres facteurs notamment l'influence des pays voisins comme le Soudan dans ces séries des événements que le Tchad traverse.

Abordant la problématique de la crise tchadienne, Guy Jérémie Ngansop¹ pense quant à lui que l'origine de cette crise se trouve dans le clivage entre le nord et le sud, l'affrontement entre les musulmans et les chrétiens qui aboutit à la naissance du FROLINAT le 22 juin 1966 à Nyala sous la houlette d'Ibrahim Abacha. Pour lui, ce sont ces deux éléments qui expliquent les difficultés rencontrées par les dirigeants successifs du Tchad qui n'ont fait que contenir la grogne, le mécontentement et la frustration. En outre, ce penseur s'est efforcé à démontrer à travers une étude discursive des faits que tous les leaders tchadiens ont leur part de responsabilité dans la situation actuelle de leur pays. Ainsi tout en condamnant les puissances étrangères d'avoir fait du Tchad une zone conflictuelle, on doit aussi condamner les chefs de tendances qui, à cause de leur appétit insatiable du pouvoir, ont conduit le peuple tchadien à la dérive. Dans la perspective de la résolution de cette crise, l'auteur pense que certes, les négociations tchado-tchadiennes sont à souhaiter, mais il est vain d'exclure la France et la Libye qui sont deux pays qui participent de façon intempestive matériellement et financièrement à l'effort de guerre au Tchad puisque la crise tchadienne dépasse, remarque Ngansop, le seul cadre du pays et prend de plus en plus l'allure d'un enjeu international. Ce point de vue qui corrobore quelque peu les précédents introduit l'aspect d'interventions extérieures dans le conflit tchadien. Ce faisant il parle implicitement du Darfour en abordant la question de la constitution de la première rébellion à Nyala au Darfour, mais la période de la publication de l'ouvrage (1986) c'est-à-dire durant le règne de Hissein Habré ne permet pas à l'analyse d'être exhaustive.

Dans la même lancée, Christophe D. Kagne², analysant le conflit tchadien met un accent particulier sur les interventions extérieures. Il fait observer que les visions divergent quand on aborde la crise tchadienne uniquement sous l'angle d'affrontement nord-sud, en mettant en exergue la responsabilité des seuls Tchadiens, jamais capables de se réconcilier pour une paix durable. A y observer de très près, on constate, selon Kagne, que des ingérences extérieures ont jalonné ce conflit depuis l'aube de l'indépendance. Ainsi, tous les responsables politiques tchadiens, qui de près ou de loin, ont participé d'une manière ou d'une autre, ont bénéficié de

¹ Guy Jérémie Ngansop, 1986, *Tchad : vingt ans de crise* Paris, l'Harmattan, p.202.

² Christophe D. Kagne, 1995 « le conflit tchadien et les interventions extérieures » DEA en Histoire Militaire et Etude de Défense Montpellier, Université Paul Valéry p. 132.

l'aide surtout de la Libye et de la France. Ainsi, l'intervention de ces puissances expliquent les intérêts qu'elles ont dans ce pays ; la Libye au départ convoitait et a occupé la Bande d'Aouzou pour les ressources minières qu'elle recèlerait, après, le Tchad devient pour elle un tremplin pour tester sa capacité ou du moins le rôle qu'elle entend jouer sur l'échiquier international. Quant à la France, elle est intervenue au Tchad plusieurs fois et toujours après hésitation pour préserver ses privilèges de puissance colonisatrice. La remarque que nous pouvons faire de ce travail c'est que même si celui-ci est publié pendant que Idriss Déby est au pouvoir au Tchad (1995), il ne met cependant pas du tout l'accent sur le rôle qu'a joué – parlant de l'intervention extérieure- le Soudan ou du moins le Darfour dans la prise du pouvoir à N'djamena par Idriss Déby en décembre 1990. C'est ce qui fait sa limite.

Abordant la question tchadienne, Issakha Ramat Alhamdou¹ rappelle que de par sa position à cheval entre l'Afrique noire et l'Afrique blanche, le Tchad est souvent l'objet de convoitise internationale. C'est ce qui n'arrange pas toujours la politique intérieure du pays qui reste menacé par une constante intervention extérieure. Après avoir fait le tour de tous les régimes qui se sont succédés au Tchad et qui ont présenté, aux yeux de l'auteur, des insuffisances criardes, il dit sa vérité en ces termes : « il faudra dire la vérité au peuple tchadien que le FROLINAT a échoué dans sa révolution. Ce constat d'échec permettra à coup sûr d'attirer la volonté politique de tout le monde autour d'un programme politique réaliste susceptible de sauver le pays ». L'auteur d'ajouter que pour mieux cerner la révolution tchadienne, il faut noter qu'elle est un assemblage de problèmes politique, économique et social mais pas du tout militaire. Au plan politique, on note la mainmise de la colonisation sur l'organisation politico-musulmane au nord, laquelle organisation est très ancienne et très structurée, d'où la revendication du FROLINAT. Au plan socio-économique on note l'inégalité de certaines régions comme le nord et le centre qui constituent les « parents pauvres » face au sud où sont installées des entreprises industrielles. Une fois de plus cet auteur regagne les autres précités en ramenant la cause du conflit tchadien à la dimension nord-sud et pense que la meilleure façon de résoudre ce conflit est de réhabiliter le nord en lui rendant sa « dignité politique » qu'il avait jadis. Or, après plusieurs décennies, on se rend compte que le problème tchadien ne se lie plus sous cet angle rendant ainsi caduque la proposition.

Bichara Idriss Hagggar² quant à lui, fait remarquer que le Tchad a connu depuis son indépendance des régimes autocratiques qui ont étouffé les libertés conduisant ainsi aux

¹ Issakha Ramat Alhamdou, (s.d.) *Ma vérité sur le Tchad*, Bruxelles, Africa, p. 67.

² Bichara Idriss Hagggar, 2003, *Tchad, Témoignage et combat politique d'un exilé*, Paris, L'Harmattan, p. 147.

soulèvements qui ont souvent été encouragés par les puissances étrangères, empêchant ainsi l'avènement d'un véritable État de droit et de la démocratie. Il note que « malheureusement le nouvel occupant du « Palais rose » et son MPS n'ont guère apporté le changement attendu » mais a institué plutôt avec son groupe en réalité la « démocratie »¹. Ainsi, poursuit Hagggar, faute d'installer un État républicain, ces nouveaux détenteurs du pouvoir ont instauré « l'État-razzia »². Devant cette impasse politique et surtout devant l'impossibilité d'alternance politique par la voie des urnes, l'auteur préconise la lutte armée comme non seulement une exigence politique et morale mais surtout comme « un devoir de citoyen ». Cette étude relève non seulement les insuffisances des régimes précédents mais met surtout l'accent sur les errements de l'actuel régime. Par ailleurs l'appartenance de l'auteur au clan de l'actuel Président tchadien lui donne la possibilité de cerner les grands secrets. Mais il ne peut pas, en dépit de tous ces atouts, faire une analyse objective des faits, de par son statut d'exilé. D'ailleurs, le livre relève beaucoup plus les problèmes internes au Tchad sans pour autant mettre l'accent sur l'influence du Darfour sur la crise politique du Tchad.

De son côté, Sali Bakari³ aborde la crise tchadienne en mettant en exergue un certain nombre de facteurs enchevêtrés qui tirent leur origine dans l'époque précoloniale. Cependant celui-ci fait remarquer qu'à coté des crises qui ont jalonné l'histoire du pays, figurent aussi des efforts pacifiques qui ont été déployés en vue de la restauration de la paix. En un mot, il s'est attardé sur les tentatives de règlement pacifique de la crise tchadienne plutôt qu'à une quelconque influence d'un pays étranger.

Human Rights Watch a publié un rapport qui traite de la situation au Darfour et ses retombées sur le Tchad. Il est ainsi démontré dans ce rapport que la poursuite du conflit au Darfour menace de façon croissante la stabilité du Tchad à cause de l'incursion de miliciens *janjawids* qui transgressent la frontière tchado-soudanaise et opèrent de ce fait à plusieurs dizaines de kilomètres à l'intérieur du territoire tchadien⁴. Malgré la pertinence de cette démonstration, le rapport ne met pas l'accent sur le rôle joué par le Darfour dans l'histoire du Tchad.

¹ C'est un terme créé par l'écrivain camerounais Paul Heutching pour désigner un régime autocratique légitimé par la fraude électorale et qui utilise l'existence d'une presse « libre » pour faire sa propagande.

² L'auteur entend par « État -razzia » un État fondé sur l'exclusion, l'expropriation, le désordre et l'impunité dans lequel seuls ceux qui ont participé à la prise du pouvoir ont droit au « butin ».

³ Sali Bakari, 2003, « Les tentatives de règlement pacifique de la crise tchadienne : 1978-1997 », Université de Ngaoundéré, Mémoire de Maîtrise, p. 45.

⁴ Human Rights Watch, *Le Darfour en feu : atrocités dans l'ouest du Soudan*, avril 2004, P.37.

Johanne Favre¹ pense qu'on ne peut interpréter la recrudescence des rebellions tchadiennes comme la seule conséquence du conflit du Darfour. La crise tchadienne, note Favre, résulte de l'accaparement du pouvoir et des ressources par le cercle dirigeant. À l'intérieur même de ce cercle, la prédation exercée par certains a accru les inégalités. Aussi, Idriss Déby a-t-il bloqué le jeu politique en modifiant la constitution pour briguer un troisième mandat. Réélu en mai 2006, celui-ci utilise les ressources pétrolières, non pour développer le pays mais pour acheter les armes en vue d'assurer sa sécurité personnelle. Il entre ainsi en conflit avec ses proches qui deviennent du coup ses adversaires les plus sérieux (cas des jumeaux Erdimi, ses neveux ; Mahamat Nouri, son ex-ministre de la défense et ambassadeur du Tchad en Arabie Saoudite où il entre en rébellion)². Ce travail s'attaque à la crise politique tchadienne actuelle. Il explique ce qui est à l'origine de la frustration de ceux qui aspirent à accéder à la magistrature suprême et pose le problème de la mauvaise gouvernance avec notamment la gestion des ressources pétrolières. Mais il ne peut aucunement être exhaustif du fait qu'il n'évoque pas la question tchadienne dans une perspective historique.

International Crisis Group trouve que « la détérioration de la situation du Tchad n'est pas uniquement due, comme N'Djamena le prétend, au débordement de la crise du Darfour et à l'instrumentalisation par Khartoum des chefs de guerre tchadiens ; elle est également l'expression de la crise politique que traverse le régime semi autoritaire d'Idriss Déby »³. Ce rapport souligne que la crise tchadienne est la convergence de deux facteurs à savoir la crise du Darfour et l'absence « d'espace politique interne au Tchad » ; lesquels facteurs ont conduit à une expression par les armes des divergences politiques. Ce rapport non plus ne met pas l'accent sur les raisons profondes qui sous-tendent le mal tchadien notamment le rôle joué par le Darfour.

Djimadjim Sainbé Djakobeye⁴ a abordé dans son mémoire de maîtrise l'influence du Darfour dans les crises politiques du Tchad. Selon cet auteur le Darfour qui est situé loin des capitales soudanaise et tchadienne, offre un relief accidenté qui permet un cadre idéal au repli, au recrutement et à la formation des milices susceptibles de déstabiliser le Tchad. Celui-ci évoque également dans son travail la dimension régionale des conflits tchadiens avec notamment l'intervention des pays voisins comme le Soudan et certaines puissances telle que la France. Mais le caractère superficiel et descriptif de ce travail en fait davantage une

¹Johanne Favre « réfugiés et déplacés dans l'Est du Tchad. : de l'intervention humanitaire à la sécurisation militaire » « in » : <http://echogeo.revues.org/document2061.html>. Consulté le 29 avril 2008.

² Ibid.

³ International Crisis Group, « Tchad : vers le retour de la guerre ? » Rapport Afrique N°111 du 1^{er} juin 2006, p. 11.

⁴ Djimadjim Sainbé Djakobeye, 2006, p. 72

introduction générale à la question qu'une analyse approfondie d'un sujet qui nécessite une imbrication des enjeux du passé et de ceux du présent, en même temps qu'une confrontation des témoignages des acteurs et des témoins de l'histoire des relations tchado-soudanaises en général et de la rébellion armée en particulier. La perspective géopolitique qui manque à ce travail doit être essentielle dans la compréhension de la sanctuarisation du Darfour par les rebelles tchadiens.

Il ressort de cette revue de la littérature, au demeurant non exhaustive, que l'étude sur laquelle nous voulons nous appesantir n'a guère fait l'objet d'attention spécifique, du moins en ce qui concerne l'impact direct du Darfour sur le Tchad. Les travaux sus cités évoquent la crise tchadienne globalement mais insistent peu ou pas sur les raisons profondes qui sous-tendent l' 'incontrôlabilité' du Darfour par le gouvernement tchadien. Ainsi, loin de sous-estimer ce qui a été fait, nous partons des manquements constatés pour étudier la problématique de la crise tchadienne en établissant un lien avec le Darfour selon une problématique précise.

VII- PROBLÉMATIQUE

L'ambition de ce travail est d'étudier l'influence du Darfour dans les crises sociopolitiques et économiques du Tchad depuis la première révolution du FROLINAT (Front de Libération Nationale du Tchad) à la tentative de renversement du régime d'Idriss Déby en février 2008. Autrement dit, nous étudions l'ensemble des opérations politico-militaires dont le Tchad a été le théâtre depuis 1966 jusqu'à nos jours en mettant un accent particulier sur les tenants et les aboutissants de l'utilisation du Darfour comme sanctuaire et point de départ des mouvements armés.

VIII- OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

Nos objectifs à travers cette étude sont multiples. Il s'agit entre autres de :

- Relever les facteurs historiques et géopolitiques qui sous-tendent la délicatesse du Darfour dans la politique de défense territoriale conduite par les gouvernements tchadiens ;
- Montrer en quoi la récurrence des rebellions tchadiennes venant du Darfour a-t-elle une incidence sur la structuration des mentalités dans la région ;
- Ressortir les modalités d'usage de la frontière tchado-soudanaise par les différentes rebellions qui y ont sanctuarisé depuis 1966 ;
- Analyser le rôle de la crise actuelle du Darfour soudanais dans la facilitation de la rébellion contre le régime de Idriss Déby ;

- Cerner l'impact des réfugiés soudanais au Tchad dans la complexification de la rébellion tchadienne ;
- Analyser le rôle du « facteur Darfour » dans l'échec des négociations de paix entre le Soudan et le Tchad d'une part et entre le Tchad et les mouvements politico-militaires basés dans cette région d'autre part.

IX- INTÉRÊT DE L'ÉTUDE

Les travaux qui traitent de la question tchadienne abondent et cela dans plusieurs domaines : histoire, droit, sociologie politique, etc. Mais rares sont les travaux qui abordent la crise tchadienne avec un accent mis sur le Darfour comme entité déstabilisatrice du Tchad. D'ailleurs la problématique de la crise tchadienne évolue dans le temps et il serait prétentieux de dire qu'on peut la cerner d'une manière exhaustive.

Aussi ce travail a-t-il une dimension fonctionnelle évidente : il pourrait contribuer à mieux comprendre l'enjeu que représente le Darfour pour le Tchad afin qu'en meilleure connaissance de cause, le pays puisse organiser le contrôle de ses frontières et élaborer des stratégies de paix. En effet, ce travail est d'autant plus utile qu'il permettra aux décideurs de mesurer l'impact du Darfour sur l'est du Tchad en particulier et du Tchad en général. C'est ce qui permettra aux dirigeants de prendre des mesures pouvant aider à contenir les effets néfastes de ces événements du Darfour et de contribuer à une gestion proactive de cette zone frontalière.

X- RÉSULTATS ESCOMPTÉS

Nous espérons au terme de cette étude être à même de montrer que l'instabilité politique qui caractérise le Tchad depuis des décennies est imputable en grande partie aux régimes qui se sont succédés au pouvoir à Khartoum. Les résultats de cette étude serviront à attirer l'attention sur le fait que l'un des principaux facteurs qui déstabilisent le Tchad est également sa frontière commune avec le Soudan dans un contexte où le bassin tchadien se ravitaillait grâce à une « économie de prédation » où l'accès à des ressources se fait sur une base conflictuelle. Ainsi, il s'est installé - surtout au Nord du Tchad - une « culture de la guerre » où des « seigneurs de guerre » sont susceptibles de recruter des « chiens de guerre » prêts à prêter leur service.

XI- MÉTHODOLOGIE

Premièrement, pour conduire cette étude, nous aurons recours à diverses sources. Notre approche consiste en une organisation rationnelle du travail avec d'une part les recherches documentaires, d'autre part l'observation, les enquêtes orales, ainsi que les sources iconographiques.

Les sources écrites sont constituées des ouvrages - généraux et spécifiques -, des articles des revues, des journaux qui seront consultés du fait du caractère actuel du sujet et compte tenu du fait que la presse constitue le baromètre d'une société ; ses publications seront analysées et exploitées. Les archives occuperont une place de choix dans ce travail compte tenu du fait qu'elles sont des sources primaires. Aussi accorderons-nous une attention toute particulière aux rapports des organisations internationales des droits de l'homme telles *Human Rights Watch*, *International Crisis Group*, etc. qui font souvent acte de dénonciation des abus en situation de crise. Dans ce sillage, nous mettrons à profit la documentation du Centre d'Études et de Formation pour le Développement (CEFOD), du Centre *Al Mouna*, du Centre Culturel Français (CCF), du Centre Catholique Universitaire (CCU) à N'Djamena. La quête de ces données écrites nous conduira aussi à Abéché, N'Djamena, Ngaoundéré (surtout à *Ngaoundéré Anthropolos*), où thèses, mémoires, rapports de recherches qui ont trait à notre sujet seront consultés. Mais les sources écrites, en dépit de leur immensité et leur apport remarquable, présentent des limites. Certaines sont caractérisées par l'étroitesse de la dimension analytique, tandis que d'autres regorgent souvent des données biaisées, des anachronismes pouvant hypothéquer la véracité des faits rapportés. Pour pallier cela, nous nous proposons de faire appel aux sources orales.

Les sources orales sont d'une importance notoire dans l'historiographie africaine. Nous y mettrons un accent particulier. À cet effet, nous comptons sillonner les diverses régions de notre zone d'étude qui sont situées à l'Est du Tchad. Notre échantillon d'enquête comprendra des informateurs ayant été pour la plupart témoins ou acteurs de la crise tchadienne. Ces informateurs seront sélectionnés rigoureusement sur la base leur qualification, leur nationalité, leur statut socioprofessionnel, leur âge, leur sexe, etc. Il s'agira notamment des anciens administrateurs, des décideurs politiques, des chefs traditionnels, des réfugiés, des déplacés, etc. En un mot nous ferons intervenir les acteurs impliqués de près ou de loin dans cette crise afin de cerner leur lecture de la situation socio-politique du Tchad. Pour avoir ces informations nous nous rendrons à Abéché, Iriba, Guereda, Adré, Goz-béida, etc, localités situées à l'Est du Tchad, dans la zone frontalière tchado soudanaise. Cependant, les sources orales présentent de nombreuses lacunes puisque la transmission orale est souvent source

d'altération. Les informations livrées peuvent varier selon les points de vue, les positions subjectives des uns et des autres. Malgré ces limites, nous nous attellerons à confronter ces sources orales afin de pouvoir ressortir la véracité de ces données susceptibles d'étayer tel ou tel autre fait.

Dans le souci d'élargir le champ de nos sources et les enrichir, nous aurons également recours aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Une grande place sera ainsi accordée à la recherche sur Internet ; ce qui certainement nous fournira d'amples informations, vu l'actualité du sujet. De même, les sources iconographiques sont aussi importantes pour notre travail à plus d'un titre. Il s'agit essentiellement des cartes, des photos, des croquis, etc.

Par ailleurs, notre travail ne négligera pas l'observation sur le terrain, qui servira de base d'étude puisque nous avons été témoin oculaire des événements qui ont suscité en nous l'intérêt de cette étude. Enfin, comme sources alternatives, nous aurons recours aux sources audio-visuelles (documentaires, interviews radio ou télédiffusés...) et aux œuvres artistiques pour cerner les méandres de cette situation du Tchad et ses implications politiques.

Deuxièmement, les données collectées seront analysées et traitées selon l'approche combinatoire qui tient compte à la fois de la diachronie, de la synchronie et de la systémie. D'abord, la diachronie nous permettra de montrer l'évolution chronologique de la crise tchadienne. Ensuite, la synchronie nous aidera à établir le lien qui existe entre plusieurs faits simultanés. Il s'agira de voir par exemple comment est-ce que la crise actuelle du Darfour a une incidence sur la vie socio-politique au Tchad. Enfin, nous aurons recours à la systémie chaque fois qu'il sera question de situer les événements locaux dans un contexte global ou international. Ce qui revient par exemple à montrer l'impact de l'implication des puissances extérieures – États-Unis, France, Chine, Libye, Russie – sur l'évolution de la situation sociopolitique de la sous-région. Dans le même ordre d'idées, s'il est vrai qu'aucune discipline isolée ne peut rendre compte de la réalité de la crise tchadienne, la nécessité d'une interdisciplinarité est avérée. Ainsi, pour mieux aborder cette étude, nous ferons intervenir les sciences connexes de l'histoire afin de mieux cerner l'histoire de certains peuples transfrontaliers qui seront concernés par notre étude. Ce faisant nous aurons des renseignements nécessaires sur ces communautés qui ont joué et jouent un rôle non négligeable dans l'histoire politique du Tchad. Ces sciences sont entre autres la sociologie, l'anthropologie, les sciences politiques, la géographie, les statistiques, etc. En un mot, notre approche implique l'interdépendance dans le domaine de la recherche scientifique.

Enfin, les données seront analysées selon la méthode empirico-déductive qui consiste à partir des réalités ou résultats de terrain avant de tirer des conclusions.

XII- CHRONOGRAMME DE TRAVAIL

Période	Activités	Lieu
Janvier à avril 2009	4 mois	Recherche documentaire au Tchad
Mai et juin 2009	2 mois	Collecte des données documentaires et archivistiques au Cameroun (surtout à Ngaoundéré Anthropos).
Juillet et août 2009	2 mois	Collecte des données documentaires et archivistiques au Ouaddaï et au Darfour.
Septembre et octobre 2009	2 mois	Collecte des données documentaires et archivistiques à N'Djaména.
Novembre et décembre 2009	2 mois	Collecte des données documentaires et archivistiques et enquête de terrain dans la zone de Iriba.
Janvier et février 2010	2 mois	Collecte des données documentaires et archivistiques au Soudan et enquête dans la zone de Sila et Dar Tama.
Mars à juin 2010	4 mois	Exploitation et analyse des données collectées et rédaction de la première monture de la thèse à N'Djaména
Juillet à août 2010	2 mois	Dépôt de la première monture de la thèse auprès du directeur pour correction
Septembre et octobre 2010	2 mois	Amélioration de la première monture de la thèse à N'Djaména
Novembre 2010 à janvier 2011	3 mois	Consultation des archives coloniales traitant du Tchad à Aix-en-Provence et collecte de données documentaires en France, surtout au CNRS auprès des spécialistes de la question tchadienne et du Darfour.
Février à mars 2011	2 mois	Supplément de collecte de données documentaires et d'enquêtes de terrain à Abéché.
Avril et mai 2011	2 mois	Exploitation, analyse des dernières données collectées
Juin 2011	1 mois	Finalisation de la 2 ^e monture de la thèse
Juillet et août 2011	2 mois	Dépôt de la 2 ^e monture de la thèse pour correction auprès du directeur
Septembre 2011		Amélioration et mise au point de la thèse
Décembre 2011		Dépôt pour soutenance de la thèse au Département d'Histoire de l'Université de Ngaoundéré

XIII- PLAN PROVISOIRE

PREMIÈRE PARTIE : LA CONFIGURATION GEOPOLITIQUE DU DARFOUR

Chapitre premier : Cadre physique et humain de la région frontalière tchado soudanaise.

- A- Le relief et le climat favorables à la formation des mouvements rebelles.
- B- Des peuples transfrontaliers : Massalit et Zaghawa.

Chapitre deuxième : Le tracé de la frontière entre le Ouaddaï et le Darfour.

- A- La problématique de la frontière entre le Ouaddaï et le Darfour avant sa démarcation par les Anglais et les Français.
- B- Les accords franco-britanniques et le tracé de la frontière.

DEUXIÈME PARTIE : RÉCURRENCE DES RÉBELLIONS TCHADIENNES AU DARFOUR ET ÉVOLUTION DES RAPPORTS TCHADO SOUDANAIS.

Chapitre troisième : Rôle du Darfour dans la conquête du pouvoir au Tchad.

- A- Le Darfour et la création du FROLINAT
- B- Le Darfour et la prise du pouvoir par les FAN :
- C- Le Darfour et le renversement de Hissein Habré par Idriss Déby.

Chapitre quatrième : le Darfour et « les politico militaires » sous le régime de Déby.

- A- Mahamat Nour et la création du FUC.
- B- Mahamat Nouri et l'UFDD.
- C- Tom et Timane Erdimi et le SCUD.
- D- Mahamat Nouri et l'Alliance Nationale.

TROISIÈME PARTIE : LA CRISE DU DARFOUR ET SES CONSÉQUENCES IMMÉDIATES SUR LE TCHAD.

Chapitre cinquième : Les causes et les manifestations de la crise.

- A- Les causes.
- B- Les manifestations.

Chapitre sixième : L'afflux des réfugiés au Tchad et les problèmes humanitaires.

- A- L'afflux des réfugiés et la création des camps d'accueil.
- B- Les conséquences sécuritaires, sociales et environnementales.

Chapitre septième : l'impact politique de la crise du Darfour sur le Tchad

- A- Les tentatives de renversement du régime de Déby et les incidences sur les relations tchado soudanaises.
- B- L'intervention de la communauté internationale et la médiatisation de la question tchadienne (EUFOR, intervention de la France, ONU, OUA, etc.)

XIV- SOURCES ET RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1- Ouvrages

- Abdelmoughit Benmessaoud Trédano, 1989, *Intangibilité des frontières coloniales et espace étatique en Afrique*, Paris, LGDJ, n° 47, 255 p.
- Ahmat Yacoub, 2003, *Les relations franco-tchadiennes dans les années soixante*, Paris, Publibook, 171 p.
- Al Hamdou Issakha Ramat, (sans date) *Ma vérité sur le Tchad*, Bruxelles, Africa, 155 p.
- Almeida Topor Hélène, 1996, *Naissance des Etats africains*, Paris, Casterman, 128 p.
- Anonyme, 1996, *Tchad : conflit Nord-Sud, Mythe ou réalité ?*, N'Djaména, Centre Al-Mouna, 211 p.
- Anonyme, 1996,1998, *Histoire politique du Tchad : bibliographie chronologique : 1911-1974*, vol. 1 et 2, N'Djaména, CEFOD, 47 p. et 81 p.
- Anonyme, 2002, *Quelle laïcité pour un Tchad pluriel ?* Centre Al- Mouna 110 p.
- Anonyme, 2003, *Résumé de l'histoire du royaume du Ouaddaï du Sultan Abdelkérîm au Sultan Ibrahim*, Abéché, Société Internationale de Linguistique ,132 p.
- Von Oppenheim, 2001, *Le domaine tchadien de Rabah*, Paris, L'Harmattan, 142 p.
- Berre, Henri, 1951, *Les Sultanats du Tchad*, Paris, CHEAM, 13 p.
- Boisson Jacques, 1966, *L'histoire du Tchad et de Fort-Archambault : Fort-Archambault de 1907 à 1920*, Paris, Besançon, 139 p.
- Bouquet Christian, 1982, *Tchad : genèse d'un conflit*, Paris, L'Harmattan.
- Britsch Jacques, 1989, *Notes manuscrites du Lieutenant Gabriel Britsch : de la mission Foureau Lamy en 1900, après la destruction de l'empire de Rabah*, Paris, L'Harmattan, 185p.
- Browne, 1800, *Nouveau voyage dans la Haute et Basse Égypte, la Syrie et le Darfour où aucun européen n'avait pénétré, contenant des détails curieux sur diverses contrées de l'intérieur de l'Afrique*, Paris, Dentre, 391 p.
- Buijtenhuijs Robert, 1978, *Le FROLINAT et les révoltes populaires du Tchad : 1965-1976*, Paris, Mouton.
- Buijtenhuijs Robert, 1998, *Transition et élection au Tchad*, Paris, Khartala.

- Caillat Roland, 1950, *Contribution à l'étude du Ouaddaï*, s.l., s.n., 34 p.
- Cantournet Jean, 2001, *L'axe de ravitaillement du Tchad entre 1900 et 1905 : route de vie, route de mort*, Paris, L'Harmattan, 693 p.
- Carbou Henri, 1912, *La région du Tchad et du Ouaddaï : population du Kanem, les Toubou, les Lisi, les fétichistes, les arabes, les Ouaddaï*, s.l., Ernest Leroux, 330 p.
- Castellanie Michel, 1994, *Crise mondiale : théories et réalités*, Paris, Sirey, 248 p.
- Cazenave, (s.d), *Les minorités musulmanes du nord-est tchadien : sultanats des Dar Zaghawa et Dar Tama*, s.l., s.n., 41 p.
- Chapelle Jean, 1999, *Le peuple tchadien : ses racines et sa vie quotidienne et ses combats*, Paris, L'Harmattan, 303 p.
- Chauvenet Fernand de, 1999, *Tchad, 1916-1918 : carnets de route d'un officier de cavalerie*, Paris, L'Harmattan, 250 p.
- Comby Monique, 1984, *Documentation sur les empires tchadiens*, Sarh École Normale, 50 p.
- Comité Inter Mouvements d'Aide aux Déportés et aux Évacués, 1984, *Afrique : terre des réfugiés, que faire ?* Paris, L'Harmattan, 210 p.
- Dadi Abderamane, 1987, *Tchad : l'État retrouvé*, Paris, L'Harmattan.
- Daigre, 1950, *Les débuts de la colonisation : la conquête de l'Oubangui*, in : *Oubangui-Chari : souvenirs et témoignages : 1890-1940*, Paris, Dillen, 182 p.
- Desclaux Denis; Viraud, 1931, *Histoire militaire de l'Afrique Équatoriale Française*, Paris, Imprimerie Nationale, 516 p.
- Djian, 1996, *Le Tchad et sa conquête 1900-1914*, Paris, L'Harmattan, 221 p.
- Doumgor Hourmadji Moussa, 2002, *Tchad : le boulet tribal*, N'Djamena, Éditions Sao, 139 p.
- El Tounsy, Mohamed Ibn Omar et Perron, 1965, *Tashhîdh al adhhân bi sîrat bilâd al arab wa l sùdân : travels in Darfur, Voyage au Darfour*, Le Caire, Egyptian General Organization, 388 p.

- Feckoua Laoukissam Laurent, 1996, *Tchad : la solution fédérale ; une dynamique de paix et une stratégie de développement par la gestion partagée*, Paris, Présence africaine, 238 p.
- Foucher Michel, 1986, *L'invention des frontières*, Paris, FEDN, 325 p.
- Foucher Michel, 1988, *Fronts et frontières : un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard, 527 p.
- Gatta Ngotté Gali, 1985, *Tchad : guerre civile et désagrégation de l'État*, Paris, Présence Africaine, 217 p.
- Goual Nanassoum, 1995, *Trois cents dates de l'histoire du Tchad*, N'Djaména, CEFOD, 67 p.
- Haggat Ali Abdel Rhamane, 2002, *Le prix du rêve*, N'Djaména, Centre Almouna, 270 p.
- Haggat Bichara Idriss, 2003, *Tchad : témoignage et combat d'un exilé*, Paris, l'Harmattan, 515 p.
- Haggat Bichara Idriss, 2007, *Histoire politique du Tchad sous le régime du Président François Tombalbaye : 1966-1975 : déjà le Tchad était mal parti*, Paris, L'Harmattan, 422p.
- Harre Dominique Igue, John Ardit Claude, 1990, *Les échanges marchands entre le Tchad, le nord Nigeria et le nord Cameroun*, Paris, IRAM, 100 p.
- Hassan Abakar Mahamat, 1992, *Un Tchadien à l'aventure*, Paris, L'Harmattan, 126 p.
- Hegel Friedrich, 1979, *La Raison dans l'histoire*, Paris, Union générale d'éditions, 312 p.
- Hoerner Jean Michel, 1996, *Géopolitique des territoires : de l'espace approprié à la suprématie des Etats -Nations*, Perpignan, Perpignan, Presses Universitaires de Perpignan. 354 p.
- Hugot Pierre, 1965, *Le Tchad*, Paris, Nouvelles éditions, 155 p.
- Khayar Issa Hassan, 1976, *Le refus de l'école. Contribution à l'étude des problèmes de l'éducation chez les musulmans de l'Ouaddaï*, Paris, Librairie d'Amérique et d'Orient, 140p.
- Khayar Issa Hassan, 1984, *Tchad : Regards sur les élites ouaddaïennes*, Paris, Editions du centre national de la Recherche Scientifique, 231 p.

- Kovana Varsia, 1994, *Précis des guerres et conflits au Tchad*, Paris, L'Harmattan, 155p.
- Lanne Bernard, 1982, *Tchad-Libye : la querelle des frontières*, Paris, Karthala, 251 p.
- Lanne Bernard, 1995, *Répertoire de l'administration territoriale du Tchad (1900-1994)*, Paris, L'Harmattan, 222 p.
- Largeau Victor Emmanuel, 2001, *A la naissance du Tchad : 1903-1913*, Saint-Maur-Des-Fossés, Sépia, 325 p.
- Le Chevoir Pierre, 1999, *Les nouvelles heures d'Abéché 1966-1967 : les prémices du FROLINAT*, Paris, L'Harmattan, 344 p.
- Le Cornec Jacques, 1963, *Histoire politique du Tchad de 1900 à 1962*, Paris, LGDJ.
- Le Cornec Jacques, 2002, *Les mille et un Tchad*, Paris, L'Harmattan, 609 p.
- Macleod Olive, 1971, *Les chefferies en Afrique centrale autour du Lac Tchad : aperçu sur les territoires britanniques, français et allemands*, New York, Books for Libraries Press , 314 p.
- Macmichael, 1967, *A History of the Arabs in the Sudan : and some Account of the People who preceded them, and of the Tribes Inhabiting Darfur*, *Histoire des arabes au Soudan et quelques éléments sur les peuples qui les ont précédés ainsi que sur les tribus qui habitent le Darfour*, s.l., Frank Cass , 2 v. , 347 p.; 488 p.
- Magnant Jean Pierre, 1990, *L'administration dans les sociétés précoloniales du Tchad*, Bordeaux, CEAN, 21 p.
- Maine et Liliane Baar, 1989, *Tchad : pays sans espérance ? Récit d'un pionnier parmi la tribu Dangaleat*, RFA, Presse de Druckham Gummerstach.
- Malt Brun Victor Adolf, 1999, *Au Lac Tchad entre 1851 et 1856*, Paris, L'Harmattan,
- Malval Jean, Tubiana Marie José, 1974, *Essai de chronologie tchadienne (1707-1940)*, Paris, CNRS, 167 p.
- Mazenot Georges, 1970, *La Likouala-Mossaka : histoire de la pénétration du Haut Congo : 1878-1920*, Paris, Mouton, n° 29, 455 p.
- Ngangbet Kosnaye Michel, 1984, *Peut-on encore sauver le Tchad ?* Paris, Karhala, 145 p.

- Ngansop Guy Jérémie, 1986, *Tchad : vingt ans de crise*, Paris, L'Harmattan, 236p.
- Plateau, François, 1950, *L'émigration tchadienne au Soudan*, Paris, CHEAM, 7 p.
- Rone Beyem, 2000, *Tchad : l'ambivalence culturelle et l'intégration nationale*, Paris, L'Harmattan, 126 p.
- Rosier Bernard, 2003, *Les théories des crises économiques*, Paris, La Découverte, 125 p.
- Serret, 1952, *Étude du chef de bataillon Serret sur les avantages et les inconvénients que présenterait la restauration d'un sultan au Ouaddaï*, Abéché, Administration Coloniale, 8 p.
- Theolbald, 1965, *Ali Dinar last sultan of Darfur : 1898-1916, Ali Dinar, dernier sultan du Darfour : 1898-1916*, Londres, Longman, 243 p.
- Tubiana Marie José, 1964, *Survivances préislamiques en pays zaghawa*, Paris, Institut d'Ethnologie du Musée de l'Homme, 229 p.
- Vivien Alain, 2006, *N'Djaména naguère Fort-Lamy : histoire d'une capitale africaine*, Saint-Maur-des-Fossés, Sépia, 236 p.
- Yacoub Mahamat Saleh & Gali Ngoté Gatta, 2005, *Tchad- FROLINAT- Chronique d'une déchirure*, N'Djaména, Éditions Al Mouna, 251 p.
- Yacoub Mahamat Saleh, 2004, *Tchad : des rebelles aux seigneurs de guerre*, N'Djaména, Centre Al-Mouna, 223 p.
- Zeltner Jean Claude, 1980, *Pages d'Histoire du Kanem, pays tchadien*, L'Harmattan, Paris, 278 p.
- Zougoulou Abakar, 2004, *Les conflits en Afrique*, Paris, Documentation Française, n° 5, 128 p.
- Zürcher Evodie, 2003, *Petit résumé de l'histoire du royaume du Ouaddaï : du sultan Abdelkérîm à l'époque actuelle*, N'Djaména, SIL, 52 p.

2- Articles et chapitres d'ouvrages.

- Anonyme, 1995/09/22, « Tchad : le régime s'efforce à désamorcer la crise », *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n° 2602, p. 2001.

- **Lugan Bernard, 1995, *Afrique : de la colonisation philanthropique à la recolonisation humanitaire : les deux Tchad*, Charroux, Christian de Bartillat, pp. 336-341.**
- Anonyme, 1996/11/08, « Les pays membres donnent la priorité à la sécurité à leurs frontières », *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n° 2661, p. 2392.
- Anonyme, 1986, « Le jeu des frontières », *Hérodote. Revue de Géographie et de Géopolitique*, n°41, 163 p.
- Boisson Jacques, 1966, « Fort-Archambault de 1901 à 1907 : la période difficile. La lutte contre les sultans esclavagistes du Baguirmi et du Ouaddaï » in : *L'histoire du Tchad et de Fort Archambault*, Besançon, Scorpion, pp. 107-126.
- Buijtenhuijs Robert, 07/07/1997, « Notes sur l'évolution du Front de Libération Nationale du Tchad », *Le Mois en Afrique*, n° 138/139, , pp. 118-125.
- Buijtenhuijs Robert, 1991 « Les Toubou dans la guerre civile au Tchad », *Politique Africaine*, n° 42, pp. 131-133.
- Buijtenhuijs Robert, 1991, « Hissein Habré : seigneur de la guerre jusqu'au bout », *Politique Africaine*, n°41, pp.135-136.
- Cantournet Jean, 2001, « Les pays et protectorats du Tchad », in : *L'axe de ravitaillement du Tchad entre 1900 et 1905*, Paris, L'Harmattan, 143 p.
- Clauzel Jean, 1992, « L'administration coloniale française et les sociétés nomades dans l'ancienne Afrique occidentale française », *Politique Africaine*, n°46, pp. 99-116.
- Favennec Jean Pierre et Copinschi Philippe, 2003, « Les nouveaux enjeux pétroliers en Afrique », *Politique Africaine*, n°89, pp. 127-148.
- Ferrandi Jean, 1942, « Villes d'Afrique : Abéché, capitale du Ouaddaï », *Bulletin du Comité de l'Afrique Française*, pp. 349-370.
- Gérard Alain, 1984, « Nimeiry face aux crises tchadiennes », *Politique Africaine*, n° 16, décembre, pp. 118-124.
- Hilaire Général Jean, 1930, « Le Ouaddaï en 1911 », in : *Du Congo au Nil*, Marseille, ASCG, pp. 55-72
- Lanne, Bernard, 1982, « Tchad-Libye : la querelle des frontières », Paris, Karthala, 251 p.
- Le Rouvreur Albert, 1962, « Les Zaghawas », in : *Sahéliens et Sahariens du Tchad*, Paris, Berger Levrault , n° 5, pp. 205-217

- Maran René, Delonque Pierre, 1931, « Pacification du Chari et du Tchad » in : *Le Tchad de sable et d'or*, Paris, pp. 85-106.
- Marchal, Roland, 2006, « Tchad/Darfour : vers un système de conflits », *Politique Africaine*, n°102, pp. 135-154
- Mbémé, Achille, 1999, « A la lisière du monde : frontières, territorialité et souveraineté en Afrique », *Bulletin du CODESRIA*, n°34, pp. 4-18.
- Saibou Issa, 2007, « Les prises d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad : une nouvelle modalité du banditisme transfrontalier », in *Polis*, Vol. 32.
- Tessières, 1972, « Un épisode du partage de l'Afrique : la mission Monteil de 1890-1892 » in : *Revue Française d'Histoire d'Outre-Mer*, n°216, Paris, Geuthner, pp. 345-410.
- Tubiana Jérôme, 2006, « Le Darfour, un conflit pour la terre ? », *Politique africaine* N°101, Paris, Khartala.
- Tubiana Marie José et Tubiana Joseph, 1967, « Populations anciennes et actuelles des confins Tchad-Soudanais : missions au Darfour, 1965-1967 : ethnologie, linguistique, histoire », in : *Populations anciennes et actuelles des confins Tchado-soudanais : field-work in Darfur : 1965-1967*, Paris, vol. 4, n° 45, pp. 1-16.
- Yacoub Mahamat Saleh, 1992, « L'Islam et l'Etat en République du Tchad », in Magnant Jean Pierre, *L'Islam au Tchad*, Bordeaux, CEAN.

3- Mémoires et Thèses

- Abderaman Oumar El Mahi, 1997, « La société tchadienne lors de l'occupation française », Thèse de Doctorat d'Histoire, Université Ein Echams, Le Caire Jeraicy, 301 p.
- Bakari Sali, 2003, « Les tentatives de règlement pacifique de la crise tchadienne » Mémoire de Maîtrise, Université de Ngaoundéré, 95 p.
- Bakari Sali, 2004, « dissémination des armes légères et problématique de la paix et de la sécurité au Tchad : 1893- 199 » Mémoire de DEA d'Histoire, Université de Ngaoundere, 54 p.
- Betan Ngaba, 1992, « L'évolution de l'organisation administrative au Tchad », Mémoire de Licence en Géographie, Université du Tchad, 31 p.
- Delwa Kassiré Coumakoye, 1988, « problématique de l'administration territoriale au Tchad », Thèses de Doctorat d'Etat en Droit, Université de Paris I Panthéon- Sorbonne, 553 p.

- Djakobeye Djimadjim Sainbe, 2006, « Le Darfour et les crises politiques du Tchad : 1966-2006 », Mémoire de Maîtrise, Université de Ngaoundéré, 82 p.
- Gentil Pierre, 1971, « La conquête du Tchad : le Tchad d'Émile Gentil (1894-1902). Le Tchad de Victor Emmanuel Largeau (1902-1916) », s.l : État Major de l'Armée de Terre, 2 vol., 300 p.
- Kagne Doubané Christophe, 1995 « Le conflit tchadien et les interventions extérieures », DEA en Histoire Militaire et Etude de Défense, Université Paul Valéry, Montpellier, 97 p.
- Kobdigue Noël Flavien, 1998, « Le règlement pacifique des rapports conflictuels entre Etats : l'exemple du conflit Tchad-Libye », Maîtrise en Relations Internationales, Université de Bangui, 101 p.
- Kodi Mahamat, 1993, « Islam, sociétés et pouvoir politique au Baagirmi (Tchad), des origines au milieu du XIXe siècle », Thèse de Doctorat en Histoire, Université de Paris I, 87 p.
- Koulbou Mahamat Adoum, 2003, « La crise de l'État tchadien et les tentatives de solutions : contribution à l'analyse de l'État en droit international », Thèse de Doctorat en Droit International Public, Université de Nancy II, 514 p.
- Lanne Bernard, 1978. « Les frontières du Tchad et de la Libye », Mémoire de fin d'études d'Ecole des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, 291 p.
- Mahamat Assileck, 2007, « Conquête coloniale et délimitation des frontières du Tchad : 1890-1936 », Mémoire de Maîtrise d'Histoire, Université de Ngaoundéré, 116 p.
- Moukhtar Bachar Moukhtar, 1982, « De 1909 à 1960 : aux confins des Etats : les peuples du Tchad oriental et leur évolution dans un Ouaddaï statique », Thèse Doctorat en Histoire, Paris, Université de Paris VII, 496 p.
- Nanassoum Goual, 1991, « La pénétration de Rabah au Baguirmi (1890-1900) : un aspect de la conquête coloniale française au Tchad d'après le Bulletin du Comité de l'Afrique Française », Mémoire de Maîtrise en Histoire, Université de Ouagadougou, 134 p.
- Ngaré Ahmed, 1994, « Histoire structurale du royaume du Baguirmi des origines à l'occupation coloniale : XVIe-début XXe siècle », Thèse de Doctorat en Histoire, Université Paul Valéry, Montpellier, 352 p.

- Oumarou Amadou, 2003, « Diplomatie locale et résolution des conflits dans la vallée du Moyen Logone (1916-1976) », Rapport de Licence en Histoire, Université de Ngaoundéré, 105 p.
- Saibou Issa, 1994, « L'impact de la crise tchadienne sur le Nord-Cameroun : 1979-1982 », Mémoire de Maîtrise, Université de Yaoundé I, 106 p.
- Saibou Issa, 2001, « Conflits et problèmes de sécurité aux abords sud du Lac Tchad : XVIème- XXème siècle » Thèse de Doctorat Ph/D, Université de Yaoundé I, 403 p.
- Souleymane Abdoulaye Adoum, 1998, « Les facteurs de formation et de l'éclatement de l'AEF : 1910-1958 », Mémoire de Maîtrise en Relations Internationales, Université de Bangui, 116 p.
- Thomas Marc Robert, 1958, « L'Afrique saharienne française », Thèse de Doctorat en Droit Public, Université d'Aix, Marseille, 280 p
- Yacoub Mahamat Saleh, 1983, « Les populations musulmanes du Tchad et le pouvoir politique de 1945- 1975 », thèse de Doctorat de 3eme cycle, université de Paris IV Sorbonne.
- Yarangar Célestin, 1988, « Existe-t-il un Etat tchadien ? ». Thèse de Doctorat en Droit Public, Université de Nice, 675 p.

4- Journaux et Périodiques

- Alladoum Nadingar, Mai 2008, « De nouveaux réfugiés à Kounoungou et Milé », *Bulletin d'informations de secours Catholique et Développement/ Projet de l'Est*, n°004, p.2.
- Anonyme, 1993/12/30, « La genèse d'un conflit qui ne dit pas son nom : le Soudan occupe depuis 1992 une dizaine de cantons de la sous préfecture de Goz-Béida » *N'Djaména Hebdo*, n° 112, p. 8-9.
- Anonyme, 1990/04/28, « Guerre à la frontière tchado-soudanaise », *Info Tchad*, n°2416, pp. 2-5.
- Anonyme, 2002/12, « Migrations et frontières », *Projet*, n° 272, 141 p.
- Anonyme, 1990/05/04, « Tchad : la Libye est impliquée dans les combats à la frontière soudano-tchadienne », *Info Tchad*, n° 2315, p p. 1-3.
- Anonyme, « Nouvelles guerres du Tchad : l'aide de Tripoli avec la bénédiction de Khartoum », *Info Tchad*, n° 2419, p. 2-3.

- Anonyme, 1989/06/16, « Le Darfour : objet d'un marché sombre conclu entre Sadeck Al Mahdi et Kadhafi », *Al Watan* , n° 467, p. 16
- Anonyme, 1990/08/24, « La menace de la coalition soudano-libyenne pèse sur le Tchad », *Al Watan*, n°515, p. 5-6.
- Anonyme, 2005/09/11, « Darfour : les oubliés du monde », *Jeune Afrique l'Intelligent*, n° 2331, p. 60-62.
- Anonyme, 2006, « Atlas du Tchad », *Jeune Afrique*, n° 63.
- Buijtenhuijs Robert, 1977/07, « Notes sur l'évolution du Front de Libération Nationale du Tchad » *Le Mois en Afrique*, n° 138/139, pp. 118-125.
- Drweski, Bruno, 2006/12, « Peut-on comprendre ce qui se passe au Darfour ? », *Informations et Commentaires*, n°137, pp. 4-13.
- Gamarga Bakoumi, 1994/05/10, « Ouaddaï : les revendications des voisins soudanais », *Le Progrès*, n° 35, pp. 8-9.
- Guetta Séverin Georges, 2003/05/13, « Conflit transfrontalier : ces vents qui soufflent de l'Est », *Le Temps*, n° 345.
- Lanne Bernard; Mohamed Béchir Sow, 1993/04, « Aux origines de la vie politique au Tchad », *Tchad et Culture*, n° 131, pp. 16-17.
- Mahamat Hissène, 1995/10/17, « Rébellion : les pays voisins ferment leurs portes », *Le Progrès*, n° 110, p. 5.
- Paulo, 2005, « La crise du régime tchadien menace de dégénérer en guerre avec le Soudan », *Le Temps*, n° 468.
- Polgreen Lydia, 2006/11, « Le Tchad a aussi ses Djandjawid », *Le Temps*, n° 498, p. 3.
- Prunier Gérard, 1997/02, « Le Soudan au centre d'une guerre régionale : luttes armées au coeur de l'Afrique », *Le Monde Diplomatique*, n° 515, pp. 8-9.
- Prunier Gérard, Mars 2008, « Tentatives de coup d'État, rébellions transfrontalières, ingérences extérieures : comment le conflit au Darfour déstabilise le Tchad », *Le Monde Diplomatique*, n° 648, pp.6-7.
- Ramadan Sidjim, 1999/02/15, « Commission mixte Tchad-Soudan : il n'y a plus de problème de frontière », *Le Progrès*, n° 209, p. 4.

- Rémy Jean Philippe, 2004/02/07, « Le conflit du Darfour au Soudan franchit la frontière du Tchad », *Le Monde. Sélection Hebdomadaire*, n° 2883, p. 3.
- Sada Hugo François, 1990/03/10, « Soudan, Tchad Libye : la course contre la paix. Bruit de bottes dans le Darfour. Dialogue de sourd sur les prisonniers Libyens. L'accord d'Alger survivra-t-il longtemps ? », *Jeune Afrique*, n°1525, pp. 46-48.
- Singh Pauliat Alexandra, 2004/02/14, « Soudan : une guerre peut en cacher une autre », *Jeune Afrique l'Intelligent*, n°2248, pp. 40-41.
- Siradiou Diallo, Abdelaziz Dahmani Taleb et Gorce Paul Marie de la, 1983/08/31, « Tchad : pourquoi la France s'engage ? » *Jeune Afrique*, n°1 182, pp. 36-43.
- Thorin Valérie, 2004/06/19, « Soudan : la guerre sans fin ? », *Jeune Afrique l'Intelligent*, n° 2266, pp. 72-75.

5- Rapports

- « Soudan, Le Darfour en feu : Atrocités à l'Ouest du Soudan », Human Rights Watch, Avril 2004, Vol.16, N° 4 ;
- « Tchad : vers le retour de la guerre ? », International Crisis Group, Rapport Afrique, n° 111 du 1^{er} juin 2006.

6- Sources électroniques

(Tous ces sites ont été consultés les 29 avril et 5 mai 2008)

- « Est du Tchad : début de transfert des réfugiés du Darfour dans des lieux plus sûrs », « in » <http://www.unhcr.fr/cgi-bin/texis/vtx/news/opendoc.html?tbl=NEWS&id=47cd3603a>.
- « LA REPUBLIQUE DES LETTRES. Arche de zoé », « in » <http://www.republique-des-lettres.fr/10151-arche-de-zoe.php>.
- « les conflits de 1945 à nos jours : Histoire du Darfour », « in » <http://www.histoquizcontemporain.com/portailhistoquiz3/modules/news/article.php?storyid=114>
- « Darfour : simplification et moralisation du conflit », « in » http://www.voltairenet.org/article_135935.html
- « Darfour », « in » <http://fr.wikipedia.org/wiki/Darfour>
- « Darfour, l'Histoire du Génocide », « in » <http://jonathan.toubou.free.fr/article.php3?idarticle=72>

- « Guerre civile au Darfour », « in » http://fr.wikipedia.org/wiki/guerre_civile_au_darfour
- « L'arche de zoé », in http://fr.wikipedia.org/wiki/arche_de_zo%C3%A9
- « La crise humanitaire dans la région du grand Darfour au Soudan », « in » <http://www.debriefing.org/17114.html>.
- « Questions et réponses sur la crise au Darfour », « in » :http://www.alternatives.ca/article_1513.html
- Amnesty International, « Tchad/Soudan. Des milliers de personnes déplacées en raison d'attaques venues du Soudan », « in ». http://www.amnesty.org/en/library/asset/AFR20/OO5/2006/fr/dom-AFR_20052006fr.h
- Communiqué de presse Oxfam- « Tchad :oxfam pourrait arreter son aide dans trois semaines », « in » :<http://www.oxfam.org/fr/news/2008/tchad-oxfam-purrait-arreter-dans-son-aide-dans...>
- Haut Commissariat aux droits de l'homme, *Protocole additionnel aux conventions de Genève du 12 août 1949* relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II), in http://www.unhchr.ch/french/html/menu3/b/94_fr.htm
- Human Rights Watch « Tchad : les parties en guerre doivent protéger les civils », « in » http://hrw.org/french/docs/2008/02/04/chad_17978.html.
- Johanne Favre, « réfugiés et déplacés dans l'est du Tchad » : echo géo, sur le vif 2007 ; « in » <http://echogeo.revues.org/document2061.html>.
- Médecins sans frontières, Tchad actualité. « Tchad : auprès des déplacés de l'est », « in » <http://msf.fr/2008/01/02/141/tchad-aupres-des-deplaces-de-lest/?co=w070MN>
- Encyclopédie Encarta, 2004.

DEUXIÈME PARTIE - ASPECT DÉVELOPPÉ

CHAPITRE V : LES CAUSES ET LES MANIFESTATIONS DE LA CRISE DU DARFOUR

CODESKIA - BIBLIOTHEQUE

RÉSUMÉ

Nombre de pays du continent africain traversent depuis quelques décennies- juste après leur accession à la magistrature suprême- une crise sans précédent. Cette crise, généralement politique se manifeste par l'absence d'unité nationale, de cohésion sociale entre les membres de ces États-nations. Obéissant à cette logique, le Soudan et singulièrement le Darfour qui nous intéresse dans ce travail vit une crise politique née des tensions intercommunautaires. Ce travail essaie de déterminer les causes et les manifestations de ce conflit. En clair, il est question de tenter de décrypter ce qui a alimenté et continue d'alimenter ce conflit et de voir comment celui-ci se déroule. En outre, ce travail relève que les frustrations des populations autochtones du Darfour proviennent de leur privation des ressources du pays par le pouvoir central et ce, depuis la période coloniale. Ajoutée à tout cela, l'instrumentalisation de la milice progouvernementale, les *Janjawids*, qui en mal de terre au Darfour trouvent en ce conflit une occasion de s'approprier des ressources de la région au détriment d'autres peuples « non arabes ».

Mots-clés : Soudan, Darfour, crise politique, tensions intercommunautaires, conflit, *Janjawids*, déplacés, réfugiés.

ABSTRACT

Several African countries face several crisis and troubles after their independence. This crisis, which is mostly political, has manifested itself by lack of national unity, social harmony, among populations of these neighbouring nations. In this case, Sudan and specially the Darfur region has experienced political crisis caused by permanent conflicts among the cross border communities. The main focus of our work is to study the reasons, the manifestations and the consequences of this conflict. Besides, this work shows the frustrations of native peoples of Darfur who come from central power since the colonial era and finally, the instrumentalization of pro-government militia, the Janjawid, who take advantage of Darfur conflict in order to confiscate land from “non Arab” people.

Key-words: *Sudan, Darfur, political crisis, interethnic tensions, conflict, Janjawids, displaced people, refugees.*

INTRODUCTION

Le Darfour, une région située à l'Ouest du Soudan traverse depuis quelques décennies une crise sans précédent. Cette crise a une conséquence géopolitique et géostratégique qu'il convient de décrypter. Il est question dans ce chapitre de tenter d'analyser les causes et les manifestations de cette crise. En clair il s'agit de voir ce qui est à l'origine de ce conflit et comment celui-ci se déroule. Ainsi seront analysées tour à tour les causes lointaines et immédiates de la crise et les différents temps forts de ce conflit.

A- LES CAUSES DE LA CRISE

Les causes de la crise du Darfour sont de deux ordres. Elles sont lointaines et immédiates.

a- Les causes lointaines

Pour mieux comprendre la crise du Darfour, il faut remonter au 14^{ème} siècle avec l'établissement du sultanat *Tunjur*. Ainsi, le Darfour connaîtra son apogée sous la dynastie *keira* au 17^{ème} siècle. Cependant, en 1875, le condominium anglo-égyptien sur Khartoum met fin à la dynastie. Les Britanniques accordent tout de même une autonomie relative au Darfour avant de l'annexer en 1916. Entre temps, la région reste marginalisée au plan politique et économique pendant cette période coloniale jusqu'à l'indépendance en 1956 du fait que l'essentiel des ressources était monopolisé par les Arabes concentrés autour du Nil et de Khartoum¹.

Aussi la terre constitue-t-elle un enjeu dans ce conflit ; le système foncier traditionnel remonte au sultanat du Darfour, entre le 17^{ème} siècle et le 20^{ème} siècle, précisément en 1916, date de l'annexion du Darfour par les Britanniques. Ainsi, les sultans *four* attribuaient à des dignitaires et des chefs traditionnels de différents groupes ethniques vassaux ainsi qu'à des *faki* (lettrés musulmans) des territoires bien délimités appelés *dar* (« terre, pays »). Cependant les droits fonciers ont été, dès l'origine, inégalement repartis. Au sud-Darfour par exemple, les principaux groupes arabes et non arabes sont également détenteurs des droits traditionnels sur les terres. Quatre grands groupes arabes – Rizeigat, Taisha, Beni Halba et Habbaniyya- y détiennent ainsi des *dars* depuis l'époque du Sultanat. Par contre, au Nord et à l'Ouest Darfour, la quasi-totalité des groupes arabes, pourtant en partie déjà présents à l'époque du

¹ « Les conflits de 1945 à nos jours : histoire du Darfour » : [http : www.histoquiz-contemporain.com/portail_histoquiz3/module/news/article.php?storyid_114](http://www.histoquiz-contemporain.com/portail_histoquiz3/module/news/article.php?storyid_114) date de consultation : 20 Mai 2008.

Sultanat, n'a pas de terres, alors que la plupart des groupes non arabes en ont. La cause c'est que les groupes ethniques agricoles sont presque tous détenteurs de droits fonciers traditionnels, alors que les groupes sans *dar* sont traditionnellement plutôt des éleveurs¹. Cette situation d'inégalité structurelle et de sous-développement suscite la haine croissante des habitants d'autres régions notamment du sud et de l'ouest².

L'un des signes précurseurs du conflit actuel est donc la récurrence des incidents entre les éleveurs nomades, constitués des ethnies arabes telles les *Rizeigat*, les *Maharya*, etc. qui sont obligés par les vagues des sécheresses des années 1970 et 1980 à se sédentariser, occupant ainsi les terres des autres groupes autochtones non arabes. Ces groupes nomades n'avaient pas de terres. Ces affrontements aboutissent entre 1987 et 1989, à un vaste conflit entre Four et Arabes.

b-Les causes récentes

Le Darfour traverse ainsi depuis quelques décennies une crise sans précédent. Les peuples pasteurs du nord tels les *Rizeigat*, les *Mahariya*, les *Zaghawa* et autres descendent habituellement vers le Sud à la recherche d'eau pendant la période de décrue (de novembre à avril). Au milieu des années 1980, alors que le sahel est frappé par une sécheresse récurrente avec comme conséquence une désertification galopante, ces migrations vers le Sud des pasteurs arabes provoquent des conflits de terres avec les communautés de cultivateurs. Ces querelles éclatent quand généralement les chameaux ou le bétail des nomades arabes piétinent les champs des fermiers non arabes dans les zones centrales et méridionales du Darfour³. Ces disputes se résolvaient par la négociation entre les chefs traditionnels de deux cotés notamment par le versement d'une compensation pour les cultures détruites. Les chefs s'entendaient également autour d'un calendrier et les routes empruntées pour la migration annuelle.

Au milieu des années 80 ces disputes se déguisent en des conflits sanglants à cause de l'irruption dans la région des armes automatiques⁴. À partir de 1987, la plupart de ces incidents n'impliquent pas seulement les tribus arabes mais aussi les pasteurs zaghawa qui réclament eux aussi des terres aux cultivateurs four ; certains dirigeants Fours furent même tués.

¹ Tubiana Jérôme, 2006, « Le Darfour, un conflit pour la terre ? », in *Politique africaine*, n° 101, Paris, Khartala, p.111-131.

² Les conflits de 1945 à nos jours : histoire du Darfour [http : www.histoquiz-contemporain.com/portail_histoquiz3/module/news/article.php?storyid_114](http://www.histoquiz-contemporain.com/portail_histoquiz3/module/news/article.php?storyid_114) date de consultation : 20 Mai 2008

³ Human Rights Watch Rapport Vol .16, N°4(A), p.8

⁴ Human Rights Watch p.7

Cependant, la période de 1984-1985 marquée par la sécheresse occasionnant la perte massive de bétail, a été pour beaucoup dans l'écllosion du banditisme armé dans cette partie du Soudan. Ainsi la fin des terres des groupes non arabes a été attisée pendant cette période par différents facteurs : sécheresse, augmentation de la population et du bétail, et surtout tendance à la sédentarisation. En effet, les conflits qui ont résulté entre éleveurs et agriculteurs non arabes, ainsi que les pertes de bétail liées à la sécheresse ont convaincu les Arabes qu'ils avaient besoin de leurs propres terres dans des zones moins arides. À l'instar des *Mbororo* qui ont développé la méthode de prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad pour reconstituer leur bétail¹, ces pasteurs mènent des raids contre les troupeaux des autres.

Parlant de la circulation d'armes dans la région, *Africa Watch* estimait à 50 000 environ le nombre d'armes modernes disponibles au Darfour, soit une arme pour seize (16) adultes mâles². Actuellement, après plus de vingt ans de guerre au Sud Soudan, plusieurs décennies de conflit au Tchad et cinq années de guerre au Darfour, on remarque une prolifération des armes dans cette zone frontalière. Notre passage dans une petite ville frontalière –*Tiné*– en mai 2008 nous a permis de remarquer que des armes de guerre ainsi que leurs munitions sont exposées et sont proposées à n'importe qui contre une modique somme.

Par ailleurs, plusieurs contentieux politiques préexistaient au Darfour en ce que les tribus arabes, considérant qu'elles n'étaient pas assez représentées au sein de l'administration locale dominée par les *Four*, ont formé en 1986 ce qui est devenu « l'alliance arabe », visant à asseoir leur domination politique et leur contrôle sur la région. En même temps, les chefs *Four* se méfient de la tendance croissante du gouvernement fédéral à favoriser les Arabes étant entendu que ce sont ceux de la vallée du Nil qui contrôlent de fait le gouvernement central depuis les indépendances.

Aussi cette crainte de domination arabe a-t-elle été exacerbée par la politique du gouvernement de Sadek Al Mahdi (1986-1989) qui consiste à armer les milices arabes du Darfour et du Kordofan. Ces milices sont appelées les *Murahelin*³ et elles sont instrumentalisées par le gouvernement d'El Mahdi voire par les gouvernements militaires successifs, pendant plus de vingt ans, pour contrecarrer la rébellion sudiste de l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA). La spécificité de ce conflit c'est que le

¹ Voir Saïbou Issa, 2007, « Les prises d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad : une nouvelle modalité du banditisme transfrontalier », *Polis*, Vol. 32.

² Africa Watch (devenue Human Rights Watch/Division Afrique), « the forgotten war in darfur flares again », A human Rights Watch report, Vol . 2. N°11(A), Avril 1990

³ Ce qui signifie littéralement les nomades en arabe. Ces nomades armés par le pouvoir sont actuellement appelés les janjawids signifiant en arabe un homme armé à cheval

gouvernement central recrute des volontaires pour combattre la rébellion du Sud au nom du *jihad*, la guerre sainte, contre les populations méridionales non musulmanes. Or dans le Darfour, la contradiction est que les communautés qui subissent ces attaques sont, elles aussi, musulmanes.

En 1988-1989, des affrontements sporadiques au Darfour ont fait place à un conflit de grande envergure opposant les Four aux communautés arabes alors même que le gouvernement, au lieu de s'attaquer aux questions clés à l'origine du conflit s'est réduit à armer les tribus arabes exacerbant ainsi le conflit.¹

Ce conflit du Darfour est particulièrement complexe et mérite un certain nombre de dimension d'appréciation. Ces violences, comme montré ci haut, ont tout d'abord une origine locale et sont liées à la confrontation traditionnelle opposant les tribus pastorales aux tribus d'agriculteurs sédentarisées. Ces confrontations ont marqué l'histoire du Darfour mais se sont aggravées avec « une spectaculaire explosion démographique » dans la région où la population est passée de trois à six millions d'habitants en vingt ans, d'où une âpre lutte pour le contrôle des ressources². Aussi remarque-t-on l'implication nationale, sous régionale et internationale de ce conflit qui prend de plus en plus d'ampleurs.

C- implication nationale, sous régionale et internationale du conflit

À cette origine locale du conflit s'ajoutent des problématiques nationales. Ainsi la guerre qui a opposé le gouvernement de Khartoum aux rebelles du Sud soudan a eu des retombées au Darfour puisque le mouvement de John Garang, le SPLA a soutenu par le passé les mouvements rebelles du Darfour contre les forces gouvernementales et les milices qui leur ont été associées.

On peut aussi dire que le conflit a pris une tournure régionale puisque la Libye et le Tchad sont intervenus dans ce conflit. Si le président tchadien Idriss Deby, redevable vis-à-vis du président soudanais Omar El Béchir, avait initialement une position contre insurrectionnelle au Darfour, le fait que son frère aîné Daoussa Deby soit l'un des financiers de la rébellion du MJE (Mouvement pour la Justice et l'Égalité) joue rapidement en faveur d'une crise de confiance entre les deux derniers³.

Enfin, soulignons que le Soudan exploite ces dernières années son pétrole. La Chine y est implantée et emploie sur place des dizaines de milliers d'ouvriers chinois. Chevron est

¹ « Darfour : simplification et moralisation du conflit : <http://www.voltairenet.org/article/135935.html/> Consulté le 29 Avril 2008.

² Ibid.

³ « Tchad : vers le retour de la guerre ? » Crisis Group Rapport Afrique N°111, 1^{er} Juin 2006, p. 11.

également implanté dans le Sud, tout comme *Total Fina-Elf*. Cette production est encore à ses débuts en comparaison des grands sites d'extraction pétrolière « mais les sites soudanais ont l'avantage d'être encore peu exploités et pourraient continuer à fournir du pétrole pendant une bonne quinzaine d'années »¹. Nous clôturons cette rubrique en faisant remarquer que la complexité de la situation n'est pas ce qui ressort des analyses et commentaires dans la presse internationale notamment celle des États-Unis qui ne traite de la question darfourienne que sous l'angle du « génocide » des « Africains » par les « Arabes ». Il est vrai que le conflit aboutit bien à des massacres massifs touchant cruellement les populations sédentarisées, « il est faux de prétendre que l'opposition se fait sur des bases ethniques ou « raciales » et que cette division est la source du conflit². En effet, les populations sédentaires et nomades au Darfour sont toutes des populations noires et arabisées. »³ Une telle explication, simpliste risquerait de masquer les intérêts politiques respectifs des acteurs locaux en conflit et ceux notamment pétrolier de certaines puissances internationales au Soudan.

B- MANIFESTATIONS DE LA CRISE

En 2003 ces conflits vont donc s'intensifier et prendre de nouvelles ampleurs. Ils vont opposer ouvertement le gouvernement soudanais qui armera et équippa une milice arabe appelée cette fois-ci *Janjawids*⁴ et deux mouvements rebelles : Armée/Mouvement pour la Libération du Soudan (A/MLS) et le Mouvement pour la Justice et l'Égalité (MJE). Ces affrontements auront donc des conséquences néfastes sur la population civile notamment qui sera contrainte de quitter les villages pour rejoindre certains grands centres où ils seront accueillis comme des déplacés ; d'autres par contre traverseront la frontière tchado-soudanaise où ils seront accueillis au Tchad dans douze camps à l'est de ce pays.

En effet, en hiver 2003, le conflit du Darfour a pris une grave tournure raciale et ethnique. En clair l'opposition au Président Oumar el-Béchar fait entendre sa voix. Le conflit oppose le gouvernement soudanais et ses milices alliées – les *Janjawids* aux groupes rebelles regroupés en deux mouvements : Armée/Mouvement pour la Libération du Soudan (A/MLS) et le Mouvement pour la Justice et l'Égalité (MJE). Ainsi plusieurs groupes ethniques qui étaient neutres auparavant prennent ouvertement position soit pour le gouvernement et les Arabes soit pour les rebelles ou les Noirs. Bref le conflit est présenté comme opposant les

¹ « Darfour : simplification et moralisation du conflit » : http://www.voltairenet.org/article_135935.html/
Consulté le 29 Avril 2008

² Ibid.

³ Ibid.

⁴ Ce terme *janjawids* désigne, en arabe local, des cavaliers armés de fusil d'assaut belges G3.

tribus arabes dont sont issus les *Janjawids* – de l'ethnie du président soudanais et les rebelles issus des tribus noires africaines non arabophones.¹

a- Revendications des parties en conflit.

Il convient de faire remarquer que chaque partie en conflit défend un certain nombre d'intérêt. D'abord les affrontements entre communautés - arabes et autochtones non arabes du Darfour- ont comme enjeu principal la terre. Il s'agit d'abord d'un vaste conflit pour la terre, ce conflit est l'aboutissement de différends plus localisés et plus anciens.² . Le gouvernement soudanais défend sa souveraineté en utilisant tous les moyens – surtout l'instrumentalisation des miliciens *Janjawids*. Les *Janjawids*, eux trouvent en cette occasion un moyen pouvant leur permettre d'avoir un contrôle sur toutes les ressources du Darfour au nom de la « suprématie arabe »³.

Les rebelles revendiquent une répartition équitable des ressources du pays dans un contexte où ces ressources sont contrôlées depuis toujours par les Arabes. Et surtout, ces derniers justifient leur entrée en guerre contre le pouvoir de Khartoum par la marginalisation et le sous-développement dont leur région et l'ensemble de ses groupes ethniques sont victimes ; car jadis, État et centre important, le Darfour est aujourd'hui une région périphérique au sein d'un État soudanais récent. Aussi, les *Darfouriens* sont politiquement sous représentés dans le gouvernement et l'administration.⁴

b- Réaction du gouvernement soudanais contre l'insurrection rebelle et la population noire autochtone.

La tension s'active quand le 25 avril 2003, l'Armée/Mouvement pour la Libération du Soudan (A/MLS) lance une attaque surprise sur El-Facher, capitale du Darfour nord et endommage plusieurs avions Antonov et hélicoptères appartenant au gouvernement, pille des entrepôts de carburant et des dépôts d'armes. C'est ce qui provoque la réaction du gouvernement qui va lancer des offensives contre ce mouvement. Ce dernier a utilisé les voies aérienne et terrestre dans ce conflit puisque depuis 1999, date du début d'exploitation de son pétrole, son armement s'est substantiellement amélioré.⁵

¹ « Guerre civile au Darfour » http://fr.wikipedia.org/wiki/guerre_civile_au_darfour

² Tubiana Jérôme, 2006, p.114

³ « Darfour, l'Histoire du Génocide », in <http://jonathan.toubou.free.fr/article.php3?idarticle=72>

⁴ Ibid.

⁵ Human Rights Watch, Avril 2004.; P. 11

Human Rights Watch dénonce l'utilisation par le gouvernement du Soudan d'une stratégie militaire qui viole les principes fondamentaux du droit international humanitaire et les droits humains. Le gouvernement soudanais en effet n'a fait aucune différence entre les objectifs civils et militaires, ni respecté le principe d'un recours proportionné à la force. Les bombardements aériens ont touché des dizaines de milliers de civils et suivent après ce bombardement des raids des miliciens *Janjawids* qui utilisent la pire des stratégies qui consiste en l'utilisation de la technique de la « terre brûlée » et en l'élimination systématique des populations noires. Ces raids sont généralement programmés par l'armée soudanaise en accord avec les *Janjawids* puisqu'ils interviennent seulement quelques instants après les bombardements aériens.¹ Ces atrocités commises par les *Janjawids* et les forces gouvernementales soudanaises ont amené l'ONU et les États-Unis à parler respectivement de crime contre l'humanité et de génocide.²

Ainsi la population civile issue de la même ethnie que les rebelles à savoir les *Four*, les *Massalit*, les *Zaghawa* ainsi que quelques petites communautés non arabes sont devenues des cibles des offensives militaires du gouvernement. Les forces gouvernementales ont à cet effet détruit leurs sources d'approvisionnement en eau, incendié leurs cultures et fait arracher par les *Janjawids* leur bétail sachant que le manque de ces biens nécessaires à la survie pourra les contraindre à quitter voire à être exterminé. Ceci constitue une grave violation des dispositions de l'article 14 du Protocole II additionnel aux conventions de Genève du 12 Août 1949 qui stipulent qu' :

Il est interdit d'utiliser contre les personnes civiles la famine comme méthode de combat. Il est par conséquent interdit d'attaquer, de détruire, d'enlever ou de mettre hors d'usage à cette fin des biens indispensables à la survie de la population civile, telles que les denrées alimentaires et les zones agricoles qui les produisent, les récoltes, le bétail, les installations et réserves d'eau potable et les ouvrages d'irrigation.³

Manifestement le gouvernement soudanais n'a pas respecté ces dispositions. Les récits des réfugiés soudanais du Darfour que nous avons interrogé font unanimement état de nombreux villages détruits. Ils font surtout état d'une politique à grande échelle qui vise à déplacer de force les habitants autochtones du Darfour. Ainsi parlent-ils de greniers détruits, voire des sites souterrains où les villageois gardent leurs réserves de graines ont été fouillés, creusés et détruits. Les manguiers dans les villages sont coupés et leurs fruits donnés aux

¹ Entretien avec quelques réfugiés soudanais du camp de Gaga le 26/06/08 qui affirment avoir été témoins de ces bombardements au Darfour.

² « Guerre civile au Darfour » http://fr.wikipedia.org/wiki/guerre_civile_au_darfour date de consultation 29/04/08.

³ Haut Commissariat aux droits de l'homme, *Protocole additionnel aux conventions de Genève du 12 août 1949* relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II), in http://www.unhcr.ch/french/html/menu3/b/94_fr.htm.

chameaux des *Janjawids*. Les chameaux sont également laissés par les miliciens dans les champs où ils détruisent systématiquement les cultures. Ce qui est inquiétant, est la destruction systématique des puits et autres sources d'approvisionnement en eau. Nos informateurs ont affirmé que les miliciens jetaient des corps dans les puits aux fins de contaminer l'eau à la source et de rendre impossible le retour des victimes déplacées et réfugiées.¹

Ces exactions commises contre les civils se sont intensifiées et ont touché systématiquement presque tous les villages des populations non arabes du Darfour. Pour échapper à ces situations inquiétantes ces populations vont chercher à se sauver en se déplaçant à l'intérieur du Darfour dans les endroits où leur vie peut être épargné du danger ; d'autres par contre vont traverser la frontière et vont acquérir le statut de réfugiés au Tchad.

À signaler également que le gouvernement soudanais aurait recruté plus de vingt mille (20 000) miliciens *Janjawids* issus pour la plupart des tribus arabes du Darfour et du Tchad ; le soutien du gouvernement est manifeste puisque ces miliciens portent des uniformes de l'armée gouvernementale soudanaise et leurs deux principaux chefs ont le rang de général. Tous les réfugiés interrogés nous ont confirmé que leur sécurité n'était pas garantie au Darfour et ceci même auprès des militaires soudanais en poste. Des réfugiés *massalit* et *four* affirment avoir quitté leur village pour atteindre un centre urbain appelé *Konga* et ceci après deux jours de marche. Dans ce centre ils ont rencontré beaucoup d'autres personnes ayant fui les atrocités dans les mêmes conditions. Le spectacle désolant c'est que les militaires en poste se disent incapables de les protéger. Ils leur ont dit de continuer la fuite sous peine d'être tous exterminés (y compris les militaires) par les Arabes qui bénéficient d'une impunité ambiante. C'est cette situation qui les a contraints à se réfugier au Tchad.

Aussi fuir vers le Tchad est-il devenu un véritable casse-tête car les forces gouvernementales soudanaises se sont déployées dans les villes et les villages frontaliers entravant ainsi la fuite de ces victimes de conflits. Selon nos informateurs les troupes gouvernementales et les *Janjawids* ont délibérément bloqué la route aux candidats à la fuite vers le Tchad.² Ceci ne va pas empêcher ces derniers à trouver par tous les moyens des issues de sortie. Ainsi en Février 2004 on a enregistré des centaines de milliers de réfugiés à l'Est du Tchad. Actuellement on a enregistré en fin d'année 2007, 296579³ réfugiés soudanais

¹ Entretien au camp des réfugiés de gaga le 05/06/08.

² Entretien du 05/06/08 au camp de Gaga auprès du chef de bloc 14.

³ Entretien du 31 avril 2008 avec responsable de protection du HCR/ Bureau d'Abéché.

installés dans douze camps situés tout au long de la frontière avec le Soudan comme l'indique la photo ci-dessous.

Photo 1 : Camp des réfugiés soudanais de Farchana situé à 120 kilomètres d'Abéché et à 60 kilomètres de la frontière tchado-soudanaise.



Source : photo Komendi Ire/ coordinateur EEMET (Entente des Eglises et Missions Evangéliques au Tchad) Abéché.

La fuite de la population *darfourienne* vers le Tchad n'a pas cessé ; en février 2008 encore le HCR a signalé l'arrivée de nouveaux réfugiés dans les régions de Birak et de Korok (qui sont des villages frontaliers situés à une cinquantaine de kilomètres à l'Est de la ville tchadienne de Guéréda). Le HCR a procédé à leur transfert dans des zones plus sûres à l'intérieur du Tchad car dans cette zone frontalière ils sont les cibles des *Janjawids* qui profitent sans cesse de la porosité de la frontière tchado soudanaise pour les attaquer et arracher leurs biens. Ils ont été en effet accueillis dans les camps des réfugiés de Kounoungou et de Milé, situés près de la ville de Guéréda.¹

c- Exactions commises par les rebelles du Darfour contre les civils.

Si nous avons dit que le gouvernement soudanais et les *Janjawids* qui leur sont complices ont commis des exactions contre les populations négro-africaines du Darfour, nous devons ajouter que les rebelles soudanais ont, eux aussi leur part de responsabilité dans ces atrocités. *Human Rights watch* relève qu'en novembre 2003 dans la région de Koulbous, au

¹ « Est du Tchad : début du transfert des réfugiés du Darfour dans des lieux plus sûrs » : <http://WWW.unhcr.fr/cgi-bin/texis/vtx/news/open doc.htm ?tbl=NEWS&id=47cd3603a> date de consultation le 29/4/08

Darfour occidental, plus de vingt civils ont été tués et sept villages incendiés par les rebelles soudanais. Aussi ces derniers utilisent-ils comme combattants des enfants de moins de dix huit ans.¹ Notre passage au camp des réfugiés de Touloum situé à 17 kilomètres de la ville de Iriba en mai 2008 nous a permis de remarquer que ne vivent dans ces camps pour la plupart que des femmes ;des vieillards et des enfants de moins de quinze ans.² D'ailleurs ces camps situés autours d'Iriba et *Bahai* sont des sanctuaires où viennent s'infiltrer des rebelles du MJE afin d'opérer leurs recrutements parmi la population réfugiée. Tout cela pour dire que ce conflit du Darfour qui a occasionné le déplacement massif des réfugiés au Tchad va sans doute avoir un impact sur ce pays voisin du Soudan qu'est le Tchad. C'est dire qu'on assiste à un débordement du conflit du Darfour à l'est du Tchad avec des conséquences diverses.

d- Poursuite d'attaques janjawids contre les réfugiés en territoire tchadien.

Les miliciens janjawids instrumentalisés par le gouvernement soudanais n'avaient pas exclusivement un objectif de défendre le régime soudanais mais aussi et surtout ils avaient une visée économique. Même si les communautés visées avaient déjà fui les atrocités du Darfour, les *Janjawids* ont toujours cherché à les poursuivre afin de s'accaparer de leurs biens (chameaux, bétail etc.). En 2004, année de la fuite massive des *darfouriens* vers le Tchad, ces attaques se sont multipliées à la frontière et, dans certains cas, à plusieurs dizaines de kilomètres à l'intérieur du territoire tchadien.³ D'autres attaques par contre ont une visée ethnique car elles ciblent des civils isolés et non armés qui vont chercher de l'eau dans les *Wad⁴i*. Ce sont surtout des attaques menées contre des Massalit. Nombre de ces victimes sont des femmes car elles sont appelées à parcourir de longues distances à pied pour chercher l'eau et le bois de chauffe. Nombreuses femmes auraient été violées dans de telles circonstances mais compte tenu de la stigmatisation dont elles pourraient faire l'objet de la part de la société il nous a été toutefois difficile de vérifier ces informations⁵.pour leur sécurité, et d'ailleurs la norme du HCR exige que les réfugiés soient installés à une distance d'au moins 50 km à l'intérieur du pays d'accueil, tous les douze camps des réfugiés soudanais de l'est du Tchad sont situés à au moins 50 km de la frontière tchado soudanaise comme illustré par la photo ci-après.

¹ Human Rights Watch, Avril 2004, p. 11.

² Constats faits par nous-mêmes et entretien avec des gendarmes tchadiens en charge de la sécurité du camp des réfugiés de Touloum, camp situé à 17 Kms au sud de la ville d'Iriba.

³ Ibid., p. 45.

⁴ Ce terme désigne dans la région les environs de passage des cours d'eau temporaires.

⁵ La tradition au Darfour et au Ouaddaï considère qu'une femme victime de viol est « impure » c'est ce qui fait que celles-ci préfèrent garder le silence au risque d'être en marge de la société.

Photo2 : Habitat des réfugiés du Camp de Breidjing, camp situé à quelques 54 kilomètres de la frontière Tchad-Soudan.



Source : photo Komendi Iré / Cordinateur Entente des Eglises et Missions Evangéliques au Tchad. Bureau humanitaire d'Abéché.

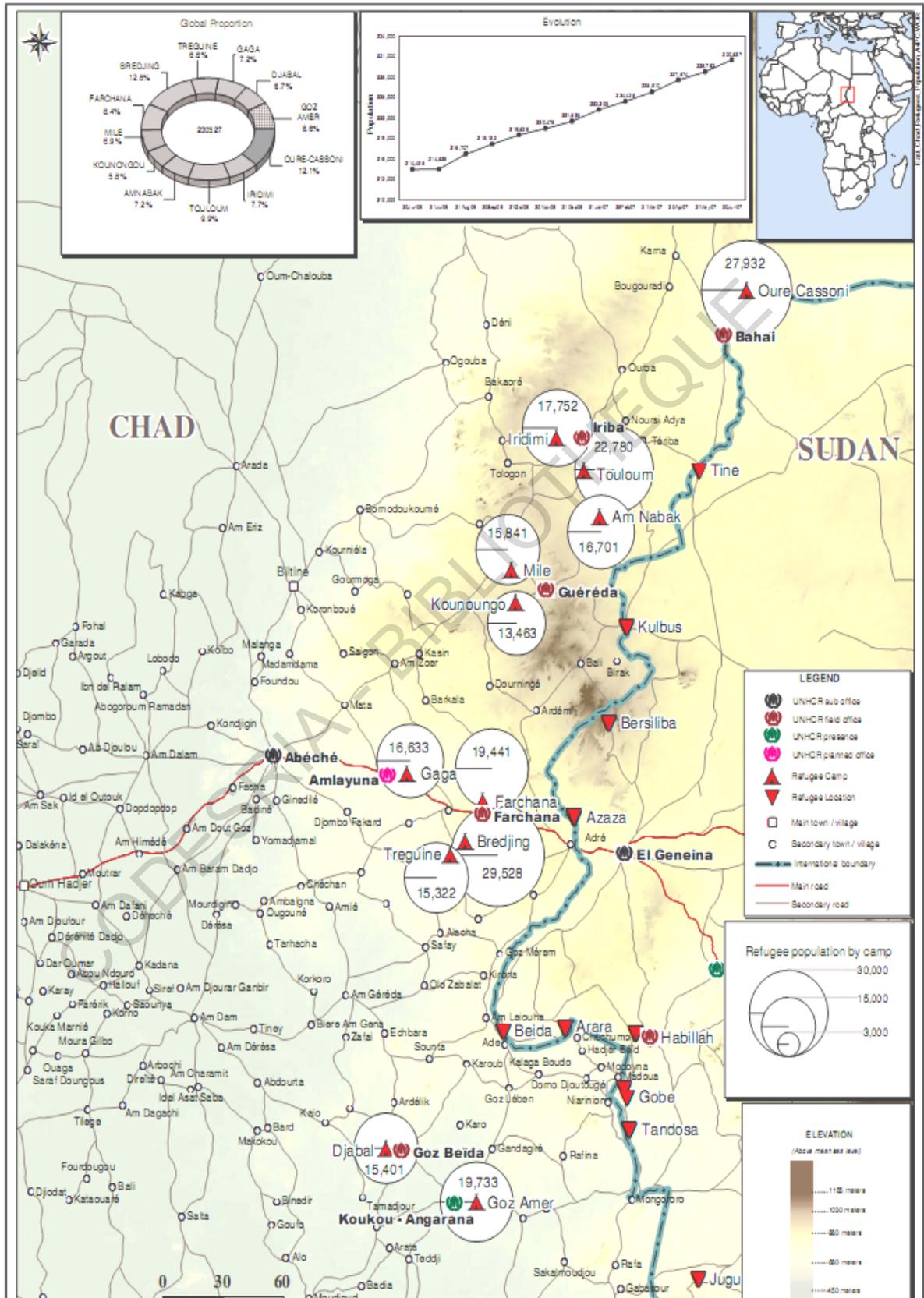
Ainsi, la dégradation de la situation sécuritaire au Darfour va provoquer le déplacement massif des *Darfouriens* qui vont franchir la frontière et seront dès lors des réfugiés basés à l'Est du Tchad. Jusqu'en janvier 2008 le HCR a enregistré 296579 réfugiés soudanais à l'Est du Tchad repartis dans douze camps.¹ C'est ce qui est illustré dans la carte ci-dessous :

¹ Ces chiffres ont été donnés par le responsable de protection au HCR Bureau d'Abéché le 29/04/2008.

Registered Refugee Camps Populations

Eastern Chad

As of 30 June 2007



CONCLUSION

En conclusion nous pouvons dire que la crise du Darfour dont les origines sont lointaines a été provoquée par une inégalité entretenue. Cette inégalité est d'ordre structurel et social ; autrement dit, les ressources du pays sont depuis belle lurette confisquées par les Arabes qui contrôlent de fait le pouvoir central. Ainsi cette crise s'est manifestement exacerbée en 2003 et a engendré une grave crise humanitaire qui provoque le déplacement de plus d'un million de *Darfouriens* à l'intérieur de leur pays, dans de grands centres et de centaines de milliers d'autres qui franchiront la frontière pour acquérir le statut de réfugiés au Tchad. Cette crise du Darfour a ainsi un impact considérable sur le Tchad et ceci à plusieurs niveaux.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

BIBLIOGRAPHIE

1- Ouvrages

- Al Hamdou Issa Ramat,(sans date), *Ma vérité sur le Tchad*, Bruxelles, Africa, 155 p.
- Anonyme, 1996, *Tchad : conflit Nord-Sud Mythe ou réalité ?*, N'Djaména, Centre Al-Mouna, 211 p.
- Anonyme, 2002, *Quelle laïcité pour un Tchad pluriel ?*, N'Djaména, Centre Al-Mouna, 110 p.
- Bichara Idriss Hagggar, 2003, *Tchad : témoignage et combat d'un exilé*, Paris, L'harmattan, 515 p.
- Birnbaum Pierre, Braud Philippe et Colin Arnaud, 1994, 1996, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, 2^{ème} Édition revue et augmentée, Paris.
- Castellanie Michel, 1994, *Crise mondiale : théories et réalités*, Paris, Sirey, 248 p.
- Chappelle Jean, 1999, *Le peuple tchadien : ses racines et sa vie quotidienne et ses combats* ; Harmattan, Paris, 303 p.
- Dalloz, 1988, *Lexique de politique*, Paris.
- Doumgor Hourmadji, Moussa, 2002, *Tchad : le boulet tribal*, N'Djamena, Éditions Sao, 139 p.
- Feckoua Laoukissam Laurent, 1996, *Tchad : la solution fédérale ; une dynamique de paix et une stratégie de développement par la gestion partagée*, Paris, Présence africaine, 238 p.
- Gatta Ngotté Gali, 1985, *Tchad : guerre civile et désagrégation de l'État*, Paris, Présence Africaine, 217 p.
- Hagggar Ali Abdel Rhamane, 2002, *Le prix du rêve*, N'Djaména, Centre Almouna, 270 p.
- Hassan Abakar Mahamat , 1992, *Un Tchadien à l'aventure*, Paris, L'Harmattan, 126 p.
- Hegel Friedrich, 1979, *La Raison dans l'histoire*, Paris, Union générale d'Éditions, 312 p.
- Khayar Issa Hassan, 1976, *Le refus de l'école. Contribution à l'étude des problèmes de l'éducation chez les musulmans de l'Ouaddaï*, Paris, Librairie d'Amérique et d'Orient, 140 p.
- Khayar Issa Hassan, 1984, *Tchad : Regards sur les élites ouaddaïennes*, Paris, éditions du centre national de la Recherche Scientifique, 231 p.
- Kovana Varsia, 1994, *Précis des guerres et conflits au Tchad*, Paris, l'Harmattan, 155 p.
- Le Cornec Jean, 1963, *Histoire politique du Tchad de 1900 à 1962*, Paris, LGDJ.

- Ngansop Guy Jérémie, 1986, *Tchad : vingt ans de crise*, Paris, L'Harmattan, 236 p.
- Rey Alain, 2000, *Le Robert : Dictionnaire historique de la langue française*, 3^{ème} Édition, Paris.
- Rosier Bernard, 2003, *Les théories des crises économiques*, Paris, La Découverte, 125 p.
- Yacoub Mahamat Saleh & Gali Ngoté Gatta, 2005, *Tchad- FROLINAT- Chronique d'une déchirure*, N'Djaména, Éditions Al Mouna, 251 p.
- Yacoub Mahamat Saleh, 2004, *Tchad : des rebelles aux seigneurs de guerre*, N'Djaména, Al-Mouna, 223 p.
- Zeltner Jean Claude, 1980, *Pages d'Histoire du Kanem, pays tchadien*, Paris, L'Harmattan, Paris, 278 p.

2- Articles des revues

- Gérard Alain, 1984, « Nimeiry face aux crises tchadiennes », *Politique Africaine*, n° 16, décembre, pp. 118-124.
- Marchal Roland, 2006/06, « Tchad/Darfour : vers un système de conflits », *Politique Africaine*, n° 102, pp. 135-154.
- Mokam David, 2000, « Les peuples traits d'union et l'intégration régionale en Afrique centrale : le cas des Gbaya et des Moundang », *Ngaoundéré-Anthropos*, vol 5, pp. 5-32.
- Tubiana Jérôme, Mars-Avril 2006, « Le Darfour, un conflit pour la terre ? », *Politique africaine* N°101, Khartala.

3- Mémoires et thèses

- Bakari Sali, 2003, « Les tentatives de règlement pacifique de la crise tchadienne » Mémoire de Maîtrise d'Histoire, Université de Ngaoundéré, 95 p.
- Bakari Sali, 2004, « dissémination des armes légères et problématique de la paix et de la sécurité au Tchad : 1893- 1997 », Mémoire de DEA d'Histoire, Université de Ngaoundéré, 54p.
- Delwa Kassiré Coumakoye , 1988, « problématique de l'administration territoriale au Tchad » Thèses de Doctorat d'Etat en Droit, Université de Paris I-Pantheon Sorbonne, 553 p.
- Djakobeye Djimadjim Sainbe, 2006, « Le Darfour et les crises politiques du Tchad : 1966-2006 », Mémoire de Maîtrise, Université de Ngaoundéré, 82 p.

- Kagne Doubané Christophe, 1995 « Le conflit tchadien et les interventions extérieures », DEA en Histoire Militaire et Etude de Défense, Université Paul Valéry, Montpellier, 97 p.
- Koulbou Mahamat Adoum, 2003, « La crise de l'État tchadien et les tentatives de solutions : contribution à l'analyse de l'État en droit international », Thèse de Doctorat en Droit International Public, Université de Nancy II, 514 p.
- Moukhtar Bachar Moukhtar, 1982, « De 1909 à 1960 : aux confins des Etats : les peuples du Tchad oriental et leur évolution dans un Ouaddaï statique », Thèse Doctorat en Histoire, Université de Paris VII, 496 p.
- Saïbou Issa, 2001, « Conflits et problèmes de sécurité aux abords sud du Lac Tchad : XVIème- XXème siècles » Thèse de Doctorat Ph/d d'Histoire, Université de Yaoundé I, 403p.
- Saïbou Issa, 1994, « L'impact de la crise tchadienne sur le Nord Cameroun : 1979-1982 », Mémoire de Maîtrise d'histoire, Université de Yaoundé I, 106 p.

4- Rapports.

- « Soudan, Le Darfour en feu : Atrocités à l'Ouest du Soudan », Human Rights Watch, Avril 2004, Vol.16, n° 4.
- « Tchad : vers le retour de la guerre ? », International Crisis Group, Rapport Afrique, n°111 du 1^{er} juin 2006.

5- Journaux et périodiques

- Alladoum Nadingar, Mai 2008, « De nouveaux réfugiés à Kounoungou et Milé », *Bulletin d'informations de secours Catholique et Développement/ Projet de l'Est*, n° 004, p.2.
- Baldauf Scott « Soudan : le conflit qui pourrait éclipser le Darfour », *Courrier international* n°906, p 38.
- Prunier Gérard, 1997/02, « Le Soudan au centre d'une guerre régionale : luttes armées au coeur de l'Afrique », *Le Monde Diplomatique*, n°515, pp. 8-9.
- Prunier Gérard, Mars 2008, « Tentatives de coup d'État, rébellions transfrontalières, ingérences extérieures : comment le conflit au Darfour déstabilise le Tchad », *Le Monde Diplomatique*, n° 648, pp. 6-7.
- Rémy Jean Philippe, 2003, « Afflux des réfugiés au Tchad après une offensive soudanaise au Darfour », *Le Monde, sélection hebdomadaire*, n° 3093, p. 4.

6- Sources électroniques

- « Darfour, l'Histoire du Génocide » <http://jonathan.toubou.free.fr/article.php3?idarticle=72>
- « L'arche de zoe » http://fr.wikipedia.org/wiki/arche_de_zo%C3%A9
- « Est du Tchad :début de transfert des réfugiés du Darfour dans des lieux plus sûrs » <http://www.unhcr.fr/cgi-bin/tehis/vtx/news/pendoc.html?tbl=NEWS&id=47cd3603a>.
- « LA REPUBLIQUE DES LETTRES. Arche de zoe » <http://www.republique-des-lettres.fr/10151-arche-de-zoe.php>.
- « les conflits de 1945 à nos jours : Histoire du darfour » <http://www.histoquiz-contemporain.com/portailhistoquiz3/modules/news/article.php?storyid=114>
- « Darfour : simplification et moralisation du conflit » <http://www.voltairenet.org/article135935.html>
- « Darfour » <http://fr.wikipedia.org/wiki/Darfour>
- « Guerre civile au Darfour » http://fr.wikipedia.org/wiki/guerre_civile_au_darfour
- « La crise humanitaire dans la région du grand Darfour au Soudan » <http://www.debriefing.org/17114.html>.
- « Questions et réponses sur la crise au Darfour » :<http://www.alternatives.ca/article1513.html>
- Amnesty International « Tchad/Soudan. Des milliers de personnes déplacées en raison d'attaques venues du Soudan ». http://www.amnesty.org/en/library/asset/AFR20/OO5/2006/fr/dom-AFR_20052006fr.h
- Communiqué de presse Oxfam- « Tchad : Oxfam pourrait arrêter son aide dans trois semaines » :<http://www.oxfam.org/fr/news/2008/tchad-oxfam-purrait-arreter-dans-son-aide-dans...>
- Haut Commissariat aux droits de l'homme, *Protocole additionnel aux conventions de Genève du 12 août 1949* relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II), in http://www.unhchr.ch/french/html/menu3/b/94_fr.htm.
- *Human Rights Watch*, « Tchad : les parties en guerre doivent protéger les civils » http://hrw.org/french/docs/2008/02/04/chad_17978.html.
- Johanne Favre, « réfugiés et déplacés dans l'est du Tchad » : écho géo, sur le vif 2007 ; <http://echogeo.revues.org/document2061.html>.
- Médecins sans frontières, Tchad actualité. « Tchad : auprès des déplacés de l'est », <http://msf.fr/2008/01/02/141/tchad-aupres-des-deplaces-de-lest/?co=w070MN>

7- Sources orales

Noms/Prénoms	Nationalité	Profession	Âge	Date/lieu d'entretien
Mahamat Saleh Ahmat Khayar	Tchadienne	S.G. Région du Ouaddaï	45	03 Mai 2008 à Abéché
Béatrice Oechsli	Belge	Coordinatrice terrain/ CICR	34	12 juin 2008 à Abéché
Capitaine Karlsson	Suédoise	Officier/ EUFOR	36	25 juin 2008 à Abéché
Chiboro Dillo	Tchadienne	Contrôleur des Douanes	40	12 juin 2008 à Abéché
Ahmat Payouni	Tchadienne	Coordinateur SECADEV	37	10 juin 2008 à Abéché
Banadji Bogue Phyrrus	Tchadienne	Assistant Ressources Humaines/ SECADEV	30	10 juin 2008
Mbainodji Mbaidesse	Tchadienne	Assistant Projet/ SECADEV	34	11 juin 2008 à Abéché
Hassan Baba	Tchadienne	Assistant programme éducation / CORD	33	05 juin 2008 au camp des réfugiés de Gaga
Mahamat Issa Souleymane	Soudanaise	Inspecteur enseignement primaire/ camp Gaga	30	05 juin 2008 au camp des réfugiés de Gaga
Maimouna Abdramane Yacoub	Soudanaise	Animatrice développement éducatif	18	05 juin 2008 au camp des réfugiés de Gaga
Abdallah Ahmat Oumar	Soudanaise	Chef de bloc 14	37	06 juin 2008 au camp des réfugiés de Gaga
Roland Van Hauwermeiren	Hollandaise	Country Director Oxfam GB Chad	56	08 juin 2008
Lawna Gong Raoul	Tchadienne	Ex Ministre, SG Adjoint du Gouvernement et ancien membre du FUC.	50	01 avril 2008
Baiwong Mahamat	Tchadienne	Assistant Protection UNHCR/ Abéché	36	28 avril 2008 à Abéché
Ibrahim Saleh Abbas	Tchadienne	Sous-préfet/ Amleyouna	42	06 juin 2008 à Amleyouna
Gaoundané Michel	Tchadienne	Coordinateur AFRICARE Abéché	45	06 juin 2008 à Amleyouna
Hector Malonga	Congolaise	Responsable Protection UNHCR/ Abéché	37	29 avril 08 à Abéché
Routouang Yoma Golom	Tchadienne	Ancien Ministre de la sécurité publique et de l'immigration	69	27 avril 2008 à N'Djamena
Lamana Bernard	Tchadienne	Gendarme en charge de la sécurité du camp des réfugiés de Gaga	29	06 juin 2008 à Amleyouna

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE